



REVITALISATION DES ANCIENS QUARTIERS

Cadres logiques

Document de travail

Mai 2005

TABLE DES MATIÈRES

Table des Matières	2
Historique	3
Organigramme de PRAQ et ses 5 volets d'intervention (2005)	4
Introduction	5
Volet soutien communautaire aux écoles et aux familles	
Raison d'être (problème)	7
Cibles (buts)	9
Objectifs	9
Nature de l'intervention	11
Intrants	13
Activités de production	15
Extrants	20
Retombées non prévues du projet	24
Effets	25
a) Au niveau des individus (enfants, parents, adultes significatifs)	25
b) Partenariat	27
c) Approche de PRAQ	28
Leçons du projet	29
Suites du projet	33
Volet logement	
Raison d'être (problème)	36
Cibles (buts)	37
Objectifs	37
Nature de l'intervention	38
Intrants	41
Activités de production	43
Extrants	47
Retombées non prévues du projet	49
Effets	50
a) Du côté des propriétaires et locataires	50
b) Du côté des partenaires	52
c) Du côté de l'approche intersectorielle de PRAQ	52
Leçons du projet	55
Suites du projet	56

Dès 1997, des leaders du milieu appuyés par des professionnels du CLSC lancent un processus d'activation communautaire pour mieux comprendre la problématique et intervenir dans trois quartiers défavorisés de Salaberry-de-Valleyfield.

Ils débutent par un diagnostic participatif de la situation. Ils intensifient leurs efforts d'animation et de communication pour accroître la prise de conscience et bâtir un consensus sur les problèmes reliés à la santé des quartiers ciblés par la démarche.

Les sources de données et les intervenants socio-économiques consultés rapportent un manque persistant de moyens qui réduit les chances d'intégration des résidants aux nombreux problèmes sociaux ; la santé, la criminalité, la consommation de drogues et autres.

La qualité déficiente des logements est comme une préoccupation majeure des résidants et des intervenants (les locataires de Salaberry-de-Valleyfield étant parmi les plus mal logés du Québec). Les anciens quartiers sont sujets à une marginalisation sociale et économique ainsi qu'à des risques environnementaux majeurs. Les réalités de pauvreté et de dévitalisation propres aux quartiers anciens interagissent entre elles et ajoutent souvent un poids aux difficultés personnelles.

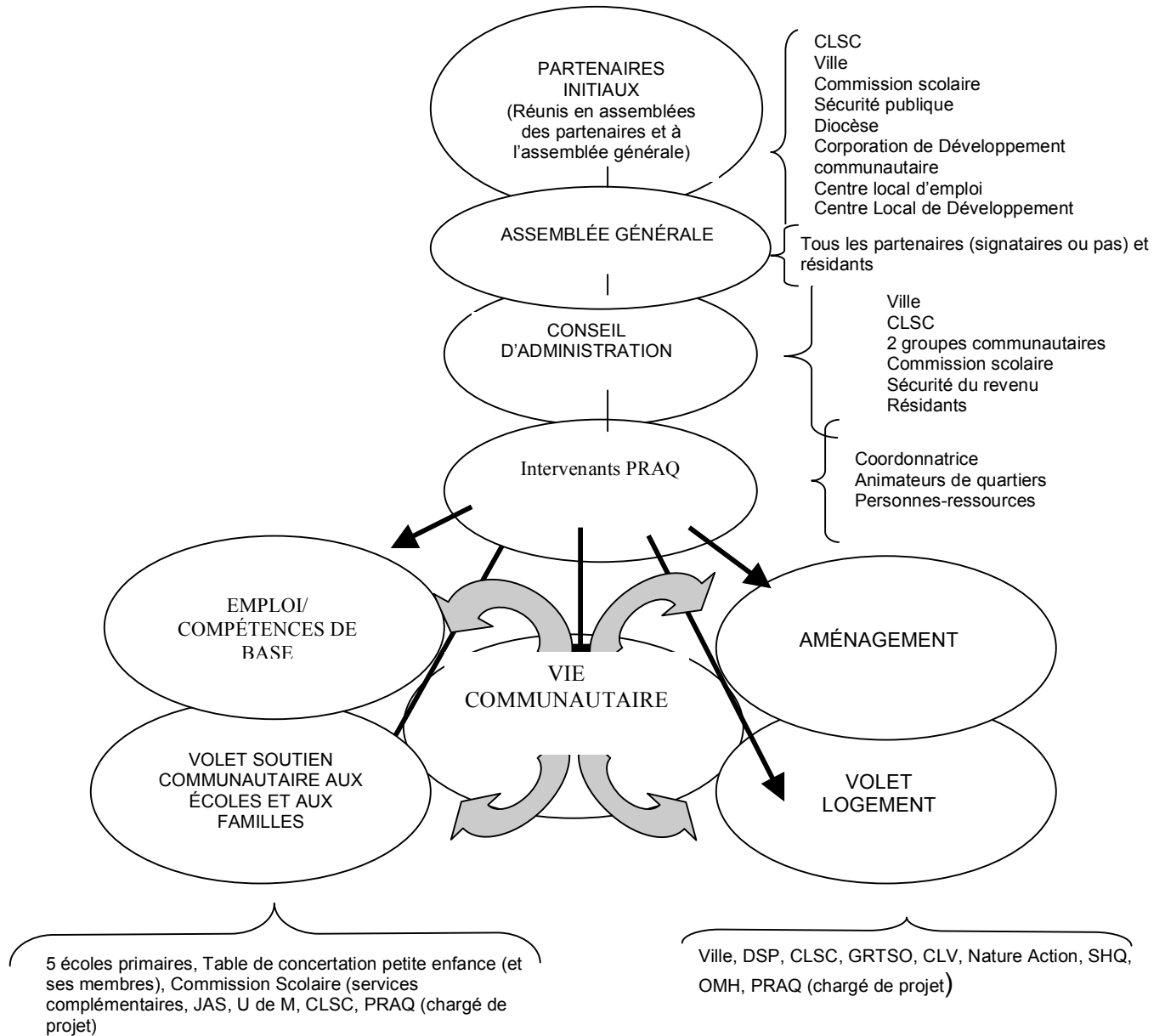
Nous avons pu observé que, la concentration de gens démunies dans les secteurs urbains provoque une série de problèmes se répercutant dans tous les domaines et engendre un état de crise sociale. Les quartiers ciblés sont donc devenus à travers le temps des « espaces de pauvreté » où le style de vie collectif a fini par être un facteur de risque qui conduit à une exclusion sociale chronique. La désorganisation et la désintégration sociales de ces zones urbaines se manifestent par l'affaiblissement des activités de quartier (commerces, loisirs, écoles, etc.) et par le fait que les résidants sont souvent incapables de formuler des demandes autres que celles qui sont liées à leur survie.

En ce qui concerne les interventions qui s'y déploient, les intervenants (CLSC, écoles, etc.) avouent (1999 et 2004) avoir de la difficulté à rejoindre les personnes démunies et à s'adapter à leur réalité, ce qui contribuerait des situations problématiques. En effet, les différents dispositifs d'aide (de prévention des problèmes, de promotion, etc.) constatent que leurs approches trop compartimentées contribuent en quelque sorte à la dévitalisation de ces milieux. Elles seraient trop limitées étant donné le cumul des problèmes sociaux et des diverses inégalités. La distance culturelle entre la population ciblée par le PRAQ et les services publics est un des facteurs à considérer.

C'est dans ce contexte qu'en mai 2000, un partenariat composé d'organisations publiques, parapubliques et communautaires du territoire a été formé par la mise sur pied de la démarche dénommée **PARTENAIRES POUR LA REVITALISATION DES ANCIENS QUARTIERS (PRAQ)** de Salaberry-de-Valleyfield. Les partenaires ont élaboré un plan d'action et fourni le financement de base.

Le présent rapport témoigne des résultats de deux de ses volets ayant bénéficié du financement de Santé Canada.

Organigramme de PRAQ et ses 5 volets d'intervention (2005)



Quels sont les fondements de l'initiative de PRAQ? L'activation communautaire, une méthode visant le renforcement de la compétence de la communauté (capacity building), a été retenue comme une solution possible aux problèmes de l'exclusion et de la marginalité au sein des populations de ces quartiers. Un concept est devenu central dans notre intervention: l'empowerment. Un des moyens qui est valorisé par PRAQ pour atteindre ce but est l'appui des structures publiques et parapubliques aux organismes communautaires, aux groupes sociaux et aux individus de ces quartiers, en particulier pour ceux qui sont en position d'infériorité ou de vulnérabilité. Conformément aux objectifs poursuivis par Santé Canada, le travail de PRAQ implique plusieurs partenaires, tant au niveau du volet « soutien communautaire aux écoles et aux familles » qu'au volet « logement ». De part et d'autre, PRAQ a facilité la participation des citoyens de tout âge dans des activités permettant la création d'environnements sains et sécuritaires. Les activités ont permis aux résidents de mieux comprendre ce qu'ils vivent, renforcer leur potentiel et leur a permis d'acquérir un contrôle sur leurs conditions de vie.

Comme vous le constaterez, la démarche a contribué à la santé et au bien-être des résidents :

- à satisfaire davantage des besoins de base (moins de problèmes d'accès aux ressources ; meilleures conditions de logement, réussite scolaire plus importante, etc.) ;
- au développement des liens sociaux et culturels (le tissu social, le sentiment d'appartenance, l'insertion sociale et économique, les liens entre les générations, les relations de réciprocité, etc.) ;
- au développement de la participation (les liens entre les élus et les résidents, actions collectives de citoyens, reconnaissance et participation des jeunes au développement local, etc.).
- À la mise en place d'un travail intersectoriel sans précédent et innovateur à maintes égards : la communauté tout entière s'est rassemblée autour d'une vision commune portée par une variété d'acteurs provenant de différents secteurs (santé, municipalité, école, communautaire, etc.). La subvention de Santé Canada a facilité l'arrimage des interventions de chacun et l'accentuation des collaborations. L'effort commun a eu des meilleurs résultats que les actions isolées même si elles étaient de qualité.

Conformément au financement obtenu de Santé Canada, la corporation PRAQ vous présente le déroulement de deux de ces axes d'intervention qui ont pu se déployés grâce à un financement allant du mois d'octobre 2002 au 31 mars 2005. Le présent document (d'une série de 2, l'autre s'attardant à la pérennité de l'initiative de PRAQ) vous présente en détails le cadre logique de chaque volet : raison d'être cibles et objectifs, nature de l'intervention, intrants, activités de production, extrants, suites du projet, retombées non prévues du projet, effets à court terme et les leçons du projet.

Comme vous le constaterez à la lecture des deux rapports, l'initiative de PRAQ a permis d'accroître la capacité d'intervention de la communauté campivalensienne sur les déterminants de la santé et sur l'interaction qui s'exerce entre eux. Bien que certaines activités n'ont pas été réalisées tel que souhaitées, les moyens mis de l'avant par PRAQ

ont permis de considérer simultanément différents facteurs et ce, à différents niveaux et avec différents partenaires qui se mobilisent pour améliorer la santé et la qualité de vie.

PRAQ a oeuvré aux changements qui seront bénéfiques à court et à long terme à tous les membres de la communauté. Les partenaires ont pu agir sur plusieurs déterminants, revenu et situation sociale, réseaux de soutien social, niveau d'instruction, environnement social, environnement physique, habitudes de vie et capacités d'adaptation personnelles, adéquation des services de santé, culture. Outre le renforcement de la capacité communautaire et les collaborations intersectorielles, les actions de PRAQ ont permis de développer des stratégies misant sur l'éducation du public, la synthèse et échange d'information, l'éducation des professionnels, la recherche, l'élaboration de programmes et de politiques publiques saines. Ces constatations reposent sur un effort rigoureux d'évaluation.

Volet soutien communautaire aux écoles et aux familles

1- Raison d'être (problème)

Les données et les intervenants socio-économiques consultés (1999 à 2004) confirment qu'une bonne partie des résidents des trois secteurs connaît un manque persistant de moyens qui réduit passablement leurs chances de s'intégrer. Les enfants de ces secteurs sont plus à risque d'être sous stimulés et de ne pas développer leur potentiel dans des environnements moins sains et moins sécuritaires. Cette dynamique occasionne des pratiques de criminalité (commerce et consommation de drogues, prostitution, vols, etc.)¹. Le MSSS indique que cette défavorisation prononcée de ces quartiers est associée à la faiblesse de la scolarité, au manque d'emploi, aux revenus plus bas et à la proportion importante de personnes veuves, séparées ou divorcées, de familles monoparentales et de personnes vivant seules. L'*indice socio-économique de défavorisation* du Ministère de l'éducation du Québec (MEQ) est lui aussi très prononcé pour chacune des écoles des trois (3) quartiers².

Globalement, le *niveau d'instruction* est plus faible que celle de la communauté et du Québec; les indices de défavorisation des 5 écoles sont les plus élevés de la commission scolaire; les classes à cheminement particulier (ayant des difficultés d'apprentissages) sont plus nombreuses, les taux de réussite scolaire plus faibles et les taux de diplômes d'études post secondaires largement inférieurs.

Aussi, les enfants de ces quartiers vivent souvent dans un contexte familial en rupture, dans une précarité matérielle et voire une exclusion sociale, selon les nombreux intervenants consultés depuis 1999. Ainsi, les problèmes de faim de l'enfant nuisent au rendement scolaire. Les frais scolaires (de surveillance, matériel scolaire, etc.) constituent un fardeau de plus pour de nombreuses familles aux revenus très limités. Les parents vivent donc des stress chroniques qui perturbent le rendement scolaire et souvent, ils se sentent honteux de ne pas pouvoir offrir plus à leurs enfants. Aussi, les problèmes issus de dynamiques familiales dysfonctionnelles (de jeunes parents de famille monoparentale ayant peu d'expérience, des enfants négligés, les enfants aux prises avec des difficultés assez graves de plus en plus jeunes, violence conjugale) sont identifiés par plusieurs (2003-2004), comme en fait foi le témoignage d'un directeur d'école : « *Depuis 5-6 ans, il y a plus d'enfants qui ont de la difficulté. Les signalements, on en fait régulièrement (5-6 par classe). Les enfants étant très fragiles sur le plan émotif quand ils rencontrent des difficultés avec d'autres enfants, ça créent des conflits parfois majeurs. Ça cause beaucoup de problèmes sociaux.* »

¹ Observations recueillies lors des groupes de discussion, mars 1999.

² Cet indice est calculé à partir de la proportion des familles avec enfants de moins de 18 ans qui ont un revenu sous le seuil de faible revenu; la proportion de familles monoparentales mères; la proportion de mères ayant moins de 9 ans de scolarité et la proportion de pères n'ayant pas d'emploi.

Dans les trois quartiers, les enfants ont davantage besoin d'être soutenus pour assurer leurs apprentissages³. Ainsi, selon les cinq intervenants scolaires du CLSC interviewés (2004), les problèmes de santé mentale augmentent et affectent négativement la réussite scolaire. Or, tous les intervenants rencontrés avouent qu'il est difficile de stimuler la participation des parents. Une directrice d'école fait ainsi remarquer que « *dans un milieu défavorisé comme le nôtre, les gens ne se mobilisent pas. Aux rencontres de parents, ils ne viennent même pas chercher les bulletins* ».

Bref, la forte concentration de la défavorisation se manifeste chez les familles, entre autres, par la détérioration de milieux de vie, une plus grande vulnérabilité devant les frustrations, moins de pouvoir et davantage de problèmes sociaux. Ainsi, les conditions qui prévalent à l'extérieur de la famille finissent par affecter les compétences parentales, car l'endroit où les parents vivent influence la façon d'élever leurs enfants. En effet, les recherches (Ross, Scott et Smith, 2000) démontrent que les enfants pauvres ont plus tendance à vivre dans des quartiers accablés de problèmes, comme des bagarres, le trafic de drogue et le vandalisme, que les enfants de familles à revenu plus élevé. Ils ont davantage un comportement agressif, à avoir des comportements délinquants. Dans l'ensemble, les enfants qui grandissent dans une famille à faible revenu ont moins accès aux activités de développement des compétences, ont des habitudes et des comportements plus destructifs, ont une vie plus stressante et subissent davantage d'humiliation que les autres enfants. Enfin, les parents de milieux moins sécuritaires sont plus susceptibles d'enseigner des stratégies défensives par rapport à l'environnement afin de protéger leur enfant contre des dangers potentiels alors que les parents de milieux plus sûrs développeront davantage chez leur enfant la capacité d'utiliser les ressources offertes dans l'entourage (Hamel, Blanchet et Martin, 2001).

Par ailleurs, les réalités de pauvreté et de dévitalisation propres aux quartiers anciens interagissent entre elles (Conseil des affaires sociales, 1989, cité par Lesemann, 1994), ce qui « *ajoute souvent un poids aux difficultés personnelles* » (Conseil de la santé et du bien-être, 2002). En fait, la concentration de personnes pauvres observée dans ces secteurs urbains provoque une série de problèmes se répercutant dans tous les domaines et engendre un état de crise sociale (Mingione, 1998; Favreau et Ninacs, 1993; Tremblay et Fontan, 1994; Jacquier, 1991). Les quartiers ciblés sont donc devenus à travers le temps des « *espaces de pauvreté* » où le style de vie collectif « *collective lifestyle* » (selon Frohlich, 2001 dans Potvin, 2002 : 5) a fini « *par être un facteur de risque* » qui a conduit « *à une exclusion sociale chronique* » (Wilson 1987 et 1993, cité par Mingione, 1998 : 80). Cette dynamique culturelle détermine la « *structure d'opportunités* » (Macintyre, 1995, cité par Potvin, 2002 : 3) qui permet aux résidents de se sortir ou non de la pauvreté et d'éviter la criminalité. Bien sûr, les gens vivant dans ces espaces ne sont pas tous pauvres ni criminels. Néanmoins, ils sont tous affectés par une « *tendance globale à la dévitalisation qui diminue leurs possibilités de mettre en valeur leurs ressources physiques et humaines* » (Klein et Tremblay, 1997 : 107).

³ Cette forte intensité de la pauvreté a aussi des effets sur le développement cognitif des enfants pouvant être de l'ordre de 4 à 15 points de quotient intellectuel tel que mesuré à cinq ans. Le risque de redoublement de classe augmente de 3% pour chaque année passée dans la pauvreté avant cinq ans (Bouchard, 1999). Par ailleurs, les risques d'échecs scolaires des enfants issus de familles à faible revenu sont deux fois supérieurs à ceux des autres enfants (CCDS, 1991). Aussi, les enfants de milieux défavorisés présentent davantage de problèmes d'adaptation sociale (Bouchard, 1999).

En fait, la population de ces quartiers à moins de chance de collaborer et les solutions envisageables sont plus difficiles à y appliquer. La désorganisation et la désintégration sociales de ces zones urbaines se manifestent par l'affaiblissement des activités de quartier (commerces, loisirs, écoles, etc.) et par le fait que les résidants sont souvent incapables de « *formuler des demandes autres que celles qui sont liées à leur survie* » (Bonetti, Conan et Allen, 1991 : 81).

Dans ce contexte, les intervenants (CLSC, écoles, etc.) avouent (1999 et 2004) avoir de la difficulté à rejoindre les personnes pauvres et à s'adapter à leur réalité, ce qui contribuerait à créer des situations problématiques (Conseil québécois de développement social, 2001 : 2). En effet, les différents dispositifs d'aide (de prévention des problèmes, de promotion, etc.) constatent que leurs approches trop compartimentées contribuent en quelque sorte à la dévitalisation de ces milieux, car elles seraient trop limitées étant donné le cumul des problèmes sociaux et des diverses inégalités (Favreau et Lévesque, 1996; Pranski, 1991; Bouchard, 1999). La distance culturelle entre la population défavorisée et les services publics est un autre facteur à considérer (Paquet, 1989). Les demandes des résidants de quartiers pauvres ne sont souvent entendues que si elles sont exprimées conformément aux codes en vigueur dans les organisations auxquelles ils s'adressent. Ils connaissent mal ces normes (procédures, etc.) et les maîtrisent difficilement (Bonetti, Conan et Allen, 1991).

2- Cibles (buts)

Le volet Soutien Communautaire aux Écoles et Familles veut contribuer à la réussite scolaire des jeunes de 6 à 12 ans de trois quartiers anciens (et défavorisés) et soutenir davantage leurs familles. Pour y parvenir, PRAQ voulait mettre en place une intervention systémique visant la modification de diverses conditions qui affectent le développement des compétences de l'enfant et travailler à l'amélioration de la vie scolaire dans cinq (5) écoles ciblées par le projet: St-Joseph-Artisan, Ste-Agnès, Sacré-Cœur, Langlois et St-Eugène.

Le projet veut intervenir sur les facteurs qui conditionnent un état de santé et de bien-être satisfaisants chez les jeunes et leurs parents des écoles primaires des quartiers anciens, et cherche à améliorer la qualité de vie dans ces milieux. Globalement, le projet veut améliorer les compétences de la communauté à l'aide de ressources, institutionnelles ou communautaires, pour réduire les obstacles à la santé et renforcer les conditions favorables à la santé.

3- Objectifs

Plan de Travail « Partenaires pour la Revitalisation des Anciens Quartiers – Volet Soutien Communautaire aux Écoles et aux Familles »

- Instaurer un climat de partenariat qui permet une intervention concertée entre les écoles, le CLSC, la municipalité, les services de police, Justice Alternative du Suroît et les organismes communautaires dans les 3 quartiers ciblés.
- Obtenir l'engagement de chacune des écoles à participer au volet « Soutien communautaire aux écoles et familles » de PRAQ.
- Maintenir le partenariat entre la Commission scolaire, les 5 écoles, le CLSC, les groupes communautaires dont Justice Alternative du Suroît et PRAQ à court terme (1 an).
- Ouvrir l'école à la communauté dans le cadre d'une « école vivante dans un milieu revitalisé ».
- Instaurer un partenariat entre la communauté, l'école et les intervenants de la santé dans le cadre d'un « milieu revitalisé doté d'une école saine ».
- Promouvoir l'écocivisme dans les écoles afin d'augmenter les conduites pacifiques et les habiletés dans la résolution des conflits chez les enfants.
- Promouvoir l'écocivisme dans la communauté afin d'augmenter les conduites pacifiques et les habiletés dans la résolution des conflits chez les adultes.
- Développer les habiletés des parents dans leurs compétences de bases afin qu'ils supportent leurs enfants dans leur réussite scolaire.
- Développer la participation des parents dans l'ensemble de l'éducation scolaire des enfants afin de les rapprocher de l'école.
- Améliorer l'évaluation que se font les individus (jeunes et parents du milieu, intervenants dans le milieu) de leur santé et bien-être, du pouvoir qu'ils ont pour améliorer leur milieu de vie (mesure de l'appropriation comme suite au processus).
- Assurer la pérennité de l'action.
- Associer les missions des groupes communautaires, des écoles et des intervenants psychosociaux
- Mobiliser les ressources communautaires de soutien aux écoles autour des locaux de quartier ou autres endroits, selon les besoins et les disponibilités
- Organiser des activités permettant de développer le soutien social aux enfants grâce à la réalisation de loisirs
- Intervenir sur les différentes facettes de la violence auprès des enfants en dotant chacune des 5 écoles d'un plan d'intervention spécifique
- Intervenir sur les différentes facettes de la violence auprès des adultes
- Optimiser l'harmonisation des services offerts aux écoles
- Créer des outils de communication en favorisant la participation active des parents
- Créer un service personnalisé de soutien aux parents via le local de quartier et un service de références pour inventorier l'ensemble des soutiens offerts

4- Nature de l'intervention

Nous devons procéder d'abord à la mise sur pied d'un comité de liaison (tables de concertation/ écoles/ PRAQ) favorisant une approche conjointe. La démarche de PRAQ devait associer les missions des écoles à celle des groupes communautaires et des autres intervenants du milieu dans le cadre d'activités (loisirs, etc.) permettant de développer les compétences des enfants et d'accentuer le soutien social. Plusieurs actions devaient être mises en œuvre dans les écoles, dans les locaux de quartiers et dans la communauté.

Les moyens proposés étaient:

Principes	Moyens d'intervention (aperçu)
<p>L'intégration de la santé, le bien-être et l'environnement au projet éducatif de l'école et travailler ensemble pour permettre aux jeunes de se développer pleinement et d'être et de se maintenir en bonne santé dans des milieux de vie sains;</p> <p>La connaissance des liens qui existent entre la santé et l'éducation doit se traduire par des activités et des projets concrets;</p> <p>L'accentuation des collaborations entre les réseaux de l'éducation, de la santé, et de l'environnement autour de projets répondant aux besoins des écoles et des familles</p>	<p>Mise en réseau des 5 écoles et des ressources du milieu (publiques, communautaires, privées)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contacter les directions des 5 écoles primaires des quartiers anciens. • Contacter les groupes communautaires. • Faire reconnaître mutuellement les partenaires et leurs missions. • Permettre les échanges de points de vue et de critiques constructives. • Motiver le partenariat et l'action commune pour réaliser le plan d'action. • Favoriser la formation d'un comité en lien avec le volet « Soutien Communautaire aux Écoles et aux Familles » dans chacune des écoles. • Établir le partenariat avec ce comité afin de le soutenir. • Implanter un programme d'amélioration continue pour les écoles, le local de quartier, dans le milieu. • Créer des instruments de mesure de l'évaluation que se font les intervenants de leur capacité d'action. • Recherche pour un financement récurrent.
<p>L'aménagement d'environnements sains, sécuritaires, propices aux apprentissages ;</p> <p>La réduction des comportements violents (observés depuis deux ans environ) se fera en dotant chacune des écoles d'un plan d'intervention spécifique (avec des rencontres individuelles avec chacune des écoles, formation du personnel responsable de l'animation et du suivi des ateliers, service de soutien adapté et un suivi à chaque école) ;</p> <p>Les activités pour les enfants leur permettent de développer des compétences sociales qui établissent un trait d'union entre différentes difficultés vécues à l'école et dans la communauté (au besoin).</p>	<p>Programmation d'interventions en écocivisme (inspirées de « Vers le pacifique »)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervenir sur les différentes facettes de la violence auprès des enfants en dotant chacune des 5 écoles d'un plan d'intervention spécifique. • Intervenir sur les différentes facettes de la violence auprès des adultes. • Sensibiliser les directions des 5 écoles au bien-fondé du volet « Soutien communautaire aux écoles et aux familles » • Reconnaître ce qui se fait déjà dans les écoles. • Formations au local de quartier pour les résidents désirant en apprendre davantage sur la résolution de conflits • Contacter la municipalité et le service de police.

<p>Des activités axées sur la dynamique du milieu afin de compléter le travail des ressources intervenant;</p> <p>Les problèmes psychosociaux (troubles de comportements, etc.) se manifestent aussi dans les activités estivales;</p> <p>Il est pertinent d'agir en prévention/promotion durant l'été dans le cadre des camps d'été.</p>	<p>Activités (fête, etc.) et local de quartier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du potentiel éducatif des activités de quartier comme outil pédagogique (de découverte, d'expérimentation de nouvelles activités inscrites dans le quotidien de l'élève, l'apprentissage de la citoyenneté) et travail d'arrimage avec le projet éducatif des écoles et la réforme scolaire; • Moyens de valorisation du potentiel des élèves, de leur famille et leur milieu de vie en vue d'une participation active à la collectivité, une insertion sociale pleine et entière et le renforcement des capacités des milieux qui stimulent leur développement; • Observations/accompagnement /formation des animateurs de camps d'été (Anim'action) devant différentes situations plus difficiles. Conseils pour améliorer la pratique des animateurs en tenant compte de la présence de problématiques pouvant affecter le développement de l'enfant (qualité de l'écoute, références adéquates, réflexion avec les jeunes, travail en équipe, collaboration avec les ressources du milieu telles que la police ou le Centre jeunesse, etc.).
<p>On mise sur les potentialités éducatives des activités de quartier afin de faire l'expérimentation de nouvelles activités inscrites dans le quotidien de l'élève);</p> <p>Les activités parascolaires, de loisirs et de sports permettent le développement des compétences personnelles et sociale, la coopération et de la collaboration, l'estime de soi, etc.;</p> <p>Elles permettent aussi de mettre en valeur le potentiel des élèves, de leur famille et leur milieu de vie en vue d'une participation active à la collectivité, une insertion sociale pleine et entière et le renforcement des capacités des milieux qui stimulent leur développement;</p> <p>Elles facilitent la création de relations entre parents d'élèves et favorisent l'entraide afin de renforcer le partage sur les questions éducatives. Elles nous offrent l'occasion de promouvoir et soutenir la capacité des parents à assumer leurs rôles (autorité, éducateur, soutien aux devoirs, etc.);</p>	<p>Loisirs (basket-ball, échecs, ateliers de bricolage, hockey cosum, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offres personnalisées d'activités parascolaires pour chaque école; • Recherche de financement et de personnes ressources bénévoles.

<p>Ces activités collectives permettent aussi d'implanter une approche communautaire du travail social en milieu scolaire; Elles offrent l'occasion aux enfants d'obtenir un nouveau soutien actif d'adultes.</p>	
<p>Le renforcement de ce que l'école fait déjà est nécessaire afin de maximiser le développement des compétences personnelles et sociales;</p> <p>L'ouverture de l'école à la communauté dans le cadre d'une « école vivante dans un milieu revitalisé »;</p> <p>La participation aux tables de concertation assure l'arrimage entre l'école et le milieu et, parfois, facilite le financement des projets des écoles. Les services communautaires destinés aux enfants et à leurs parents se retrouvent autour des 2 tables de concertation (périnatalité et jeunesse).</p>	<p>Liens plus formels, organisés et coordonnés avec les ressources du milieu, Information et promotion.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation active à 2 tables de concertation et autres activités de concertation qui respectent les orientations de PRAQ ; • Associer les missions des groupes communautaires, des écoles et des intervenants psychosociaux ; • Mobiliser les ressources communautaires de soutien aux écoles autour des locaux de quartier ou autres endroits, selon les besoins et les disponibilités ; • Organiser des activités permettant de développer le soutien social aux enfants grâce à la réalisation de loisirs ; • Favoriser la participation des enfants à l'intérieur d'activités de sensibilisation à divers phénomènes pouvant être vécus à l'école ; • Optimiser l'harmonisation des services offerts ; • Créer des outils de communication en favorisant la participation active des parents ; • Créer un service personnalisé de soutien aux parents via le local de quartier et un service de références pour inventorier l'ensemble des soutiens offerts; • Connaissances mises à jour continuellement des besoins des écoles et des familles, ressources du milieu, sources de financement; • Bulletin de liaison électronique (fréquence); • Une visibilité du projet (activités communautaires et scolaires, médias, journal de quartier, etc.).

5- Intrants

Les membres du comité conjoint (favorisant la mise en réseau entre les 5 écoles des quartiers anciens et différentes ressources)

- Guy Lambert, école St-Joseph-Artisan
- Marie Bourbonnais, école St-Eugène
- Lucie Deschamps, école Sacré-Cœur
- Brigitte Genest, école Langlois et Collette Robert, intérim depuis septembre 2004
- Suzie Lepage, école Ste-Agnès
- Coordonnateur PRAQ et chargée projet volet scolaire
- Monique Barrette, organisatrice communautaire du CLSC, rattachée à la Table jeunesse 5-18 ans et animatrice
- Jacinthe Demers, chef des services enfance jeunesse famille du CLSC

- Jean Tremblay, organisateur communautaire du CLSC, rattaché à la corporation PRAQ
- Serge Poirier, responsable des services complémentaires pour les écoles primaires de la CSVT

Des personnes-ressources pour le comité : Isabelle Brisebois et Guylaine Lemieux de Justice Alternative du Suroît ; Vilmont Thériault et Monique Pagé de Geste.

Depuis septembre 2004, voici un aperçu des contributions des principaux partenaires

Nom du Ministère ou de l'organisme	Contribution (prêt de local, expertise, argent...)	Dans qu'elles étapes du projet (implication) Qu'ont-ils fait ?	Ont-ils un intérêt à poursuivre leur implication à long terme ?	Montants \$ (Compléter s'il y a lieu)
La ville de Salaberry-de-Valleyfield	Locaux, secrétariat pour compilations de données, quelques frais de fonctionnement, logistique et financement ad hoc pour des activités (tables, poubelles, etc.)	Dans toutes les étapes de réalisation de la conception à l'évaluation.	Oui, pour une revitalisation complète des anciens quartiers	
CLSC	Nutritionniste, photocopies, correction d'épreuves	Étape de réalisation, animation de conférences	Oui, PRAQ a fourni l'opportunité de réaliser le mandat même de la nutritionniste, soit de rentrer dans les écoles.	
CSVT		Étapes parallèles au travail, Soutien constant, reconnaissance et représentation.	Oui, pour faciliter et favoriser la promotion des ressources à la famille au sein des écoles	
Écoles primaires	Locaux, matériel, ressources humaines, photocopie,	Étape préliminaires, réalisation et évaluation. Ont tous favorisé l'implantation des activités.	Les directeurs des anciens quartiers ont une excellente ouverture sur le milieu et ont tout intérêt à poursuivre les liens tant pour les enfants et leur familles que pour les enseignants.	

Quant au bénévolat, on évalue son importance que depuis septembre 2004.

Provenance des heures données	Nombre total de <u>personnes</u>	Nombre total <u>d'heures</u>	Type de bénévolat (qu'ont-ils fait ?)
Temps donné par des bénévoles participants au projet	12 bénévoles	95 heures	<ul style="list-style-type: none"> • Aide aux devoirs • Aide logistique • Animation
Temps donné par du personnel d'organismes partenaires	1	10 heures	<ul style="list-style-type: none"> • Conférences
S'il y a lieu, autres personnes ayant donné du temps au projet SVP, veuillez préciser : -club des petits déjeuners -IGA Vincent -Boucherie Mario			<ul style="list-style-type: none"> • Prêt d'équipement et services à rabais

Outre la subvention de Santé Canada, on note une implication permanente du CLSC en ressources humaines. La Ville locale a contribué par le local de quartier et plus de 5 000 photocopies. La participation de la Table jeunesse n'est pas négligeable (organisatrice communautaire, financement, etc.).

PRAQ a obtenu 5 000 \$ de Loisirs Sport Montérégie, ce qui a permis de payer le salaire des instructeurs pour un projet de basket-ball intergénérationnel.

6- Activités de production

Voici un tableau qui vous donne une bonne idée de travail réalisé par PRAQ dans le cadre de la subvention octroyée par Santé Canada.

Domaine d'activités	Activités
Adhésion des cinq écoles au concept « soutien communautaire aux écoles et aux familles »;	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les réunions avaient lieu aux 6 semaines environ. 2. Échanges sur la détermination des éléments essentiels à la réussite d'un programme de collaboration entre l'école, la famille et la communauté. 3. Rencontres de suivi avec le représentant de chacune des écoles
Interventions d'écocivisme (avec la collaboration de Justice Alternative du Suroît)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Échanges sur les besoins des écoles et d'analyse du programme « Vers le pacifique » 2. Analyse de la situation faite par école, en complémentarité avec d'autres programmes 3. Applications variées (utilisation de JAS lors des heures de récréation, conseils aux professeurs, suivi avec l'intervenante de l'école, support au niveau du conseil de coopération, aménagement de la grande salle pour l'heure du dîner (distance des tables plus grandes, implication du concierge).

	<p>4. Interventions</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Contacts avec la direction ➤ Support et intervention sur l'heure du dîner ➤ Programmation en classe (cahier). Préparation des passeports, des outils pour le préscolaire et plastification. Démarches pour la fabrication d'un costume représentant Madame Pacifique. Commande, fabrication d'outils et plastification de matériel Vers le Pacifique. Aide à la préparation de matériel ➤ Formation Vers le Pacifique pour les enseignants, surveillantes de dîner et concierge. Formation en médiation. Atelier sur l'intimidation avec les enseignants et les deux classes de 6e année, des éducatrices au service de garde ➤ Rencontre avec l'équipe école pour la préparation d'un kiosque pour la Fête de quartier et support pour la préparation du kiosque lors de la Fête de quartiers le 13 septembre avec six élèves de 5e et 6e années ➤ Support en classe et intervention dans plusieurs classes ➤ Arrimage avec le projet <i>Et si on jasait</i> de JAS pour offrir une formation en résolution de conflits aux parents ➤ Distribution d'un sondage pour évaluer le besoin de formation des parents ➤ Présentation aux parents d'un aperçu de la formation reçue par leurs enfants et le personnel de l'école (enseignant(e) s, surveillantes de dîner, secrétaire, concierge) ➤ Service de médiation pour certaines situations détériorées ➤ Présence lors de la soirée des parents ➤ Support à l'animation de conseils de coopération dans une classe ➤ Présentation au Conseil d'établissement d'un aperçu de la formation reçue par les enfants et le personnel de l'école ➤ Service de médiation pour des situations difficiles ➤ Rencontre avec l'équipe école pour connaître les nouveaux besoins ➤ Formation Conseil de coopération (10 enseignants) ➤ 5- Rencontres individuelles entre Justice Alternative du Suroît et chacune des écoles pour revoir les plans d'intervention spécifiques
Anim'action	<ol style="list-style-type: none"> 1. Du 25 juin au 15 août 2004 (suivi les activités qui rejoignaient une centaine de jeunes des trois quartiers); 2. Observations et rétroactions aux animateurs (pour souligner ce qu'une animatrice pourrait améliorer, donner des trucs, renforcer la confiance en soi, alimenter des discussions de cas, etc.); 3. Participation aux réunions d'équipe; 4. Soutien ponctuel aux animateurs; 5. Tournée des parcs et la formation en gestion de conflit.
loisirs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recrutement des élèves par une présentation de la programmation (rencontres des jeunes à l'école ; kiosque dans les écoles au début de l'année scolaire ; affiches attrayantes de la programmation dans les écoles, au local de quartier et dans les locaux des organismes communautaires ; dépliants attrayants distribués aux élèves via l'école, en porte à porte et au local de quartier). 2. Programmation multisectorielle avec le milieu pour le milieu (qui fasse intervenir des acteurs du CLSC, des écoles...) : loisirs culturels, sportifs et sociaux (création d'une pièce de théâtre, tournages d'un film, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Basket-ball intergénérationnel</u> : l'activité a rejoint les enfants et leurs parents dans 4 écoles sur 5 qui voulaient participer sur une base volontaire. constitution des équipes, recrutement des instructeurs, promotion auprès des parents et des jeunes. Organisation d'un tournoi inter-écoles pour clôturer la saison. ➤ <u>Club d'échecs</u> : Cette activité a débuté le 25 novembre dans une école. PRAQ a mis en contact une direction d'école avec le responsable du club d'échecs de Valleyfield. ➤ <u>Les Amérindiens</u> : A travers le thème des amérindiens (pour les élèves de la

	<p>maternelle à la troisième année) des activités de bricolage et d'art plastique par lesquelles ils exploreront les divers aspects de la culture amérindienne et les formes de langage plastique qui s'y rattache.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Le théâtre de marionnette</u> : pour les élèves de tous les cycles, réalisation de marionnettes géantes qui seront animées en équipe et montage d'une pièce de théâtre devant public (parents et élèves). ➤ <u>Épluchettes de blé d'inde</u> offertes à 3 écoles des anciens quartiers recherche de commandites des frères Leduc, agriculteurs de la région, pour l'équipement de cuisson, le Café des deux pains et la boucherie Mario nous ont prêté le nécessaire. L'activité a été fort appréciée des élèves et du personnel des écoles bien que très peu de parents soient venus. ➤ En septembre 2004, les écoles Langlois, Ste-Agnès et St-Joseph-Artisan ont eu leur épluchette. ➤ <u>Fête au feu au Camp Bosco</u> : Une grande fête au Camp familial Dom Bosco a été organisée comme prétexte à la présentation du travail en parascolaire des enfants dans les cinq écoles à leurs parents et leur famille. Des activités extérieures et du maquillage ont été organisés de 15 heures à 17 heures animés par une équipe de cinq bénévoles. Vers 17 heures, les familles ont pu profiter d'un repas spaghetti accompagné de boissons douces ou chaudes. Après le repas, les enfants ont présenté leurs petites pièces de théâtre et leurs chansons amérindiennes. Pour terminer, le conteur Robert Payant est venu clôturer la soirée par 40 minutes de contes pour enfants. ➤ <u>La cuisine</u> : Offrir la chance aux enfants de tous les niveaux accompagnés d'un parent ou d'un autre membre de la famille adulte de participer à une cuisine collective afin de préparer une partie du repas familial. ➤ <u>Le film d'animation</u> : Offrir la possibilité aux élèves les plus âgés de disséquer l'image télévisuelle par la réalisation de leur propre film d'animation, de la prise de vue au montage et au générique. ➤ <u>Présentation finale des films d'animation aux enfants et à la directrice de St-Eugène 13 décembre 2004</u> : Les jeunes étaient bien contents, la directrice impressionnée par les résultats mais la faible participation ne m'a pas permis d'organiser un plus grand événement. Les enfants ont reçu une copie DVD des films réalisés. ➤ <u>Buffet de clôture aux écoles Sacré-Cœur et Langlois 14 et 17 décembre 2004</u> : Sous forme de repas communautaire des fêtes, nous nous sommes réunis en permettant d'inviter tous les autres membres de la famille intéressés. Petites fêtes très conviviales qui nous ont permis de connaître encore quelques recettes préférées des participants. Les enfants étaient ravis, mais tout le monde n'avait pas apporté quelque chose pour le buffet. ➤ <u>Présentation des films d'animation à Saint-Joseph-Artisan (23 décembre 2004)</u> : Présentation aux élèves de l'école les cinq films d'animation produits par les élèves en trois représentations. Les équipes à tour de rôle ont eu à expliquer aux autres le processus de création et les techniques apprises. Très grande fierté des participants (comme sur un nuage !) et grand intérêt du public. Grande réussite pour la valorisation des élèves et le renforcement de l'estime de soi. ➤ <u>Présentation de la pièce de théâtre à l'école Ste-Agnès (23 décembre 2004)</u> La création de la pièce a été construite pour illustrer de manière théâtrale les principes de médiation en matière de conflit selon le programme instauré par JAS «Vers le pacifique». La pièce a été présentée aux élèves de l'école ainsi qu'aux parents qui se sont déplacés. Belle clôture étant donné les difficultés disciplinaires qui ont surgit les dernières semaines d'activité. ➤ <u>« La maison des horreurs » soirée d'halloween à la Maison de la jeunesse 12-17 (le 31 octobre 2004)</u> : À l'occasion de l'halloween et avec la participation de la ville de Valleyfield et d'une vingtaine de jeunes pour la réalisation, nous avons, les 30 et 31 octobre, monté un parcours des horreurs à l'intérieur de la maison des jeunes. Le montage et la préparation se sont fait sur deux jours, plus une journée
--	---

	<p>pour le démontage. Les `15-20 jeunes ont participé à toutes les étapes avec beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme sous la supervision de l'équipe du PRAQ. C'est d'ailleurs les jeunes qui ont assuré le démontage des panneaux et des décors. Le soir de l'halloween, nous avons distribué, malgré l'exécrable température, 115 sacs de bonbons aux enfants du quartier Nord. Une couverture dans le journal local a également paru la semaine suivante. Très grande réussite.</p> <p>➤ <u>Présentation de l'œil cinéma, Maison des jeunes 12-17 (6 novembre 2004)</u> : Un film accompagné d'une présentation et d'une analyse a été faite à la maison des jeunes 12-17 pour permettre au jeunes une nouvelle approche cinématographique. L'activité s'est bien déroulée, mais la réelle compréhension des jeunes était plutôt moyenne. De plus l'organisme Œil Cinéma devait nous faire parvenir un ensemble de projection grand écran et ne l'a pas fait, ce qui a entraîné une déception au départ. 18 jeunes étaient présents et 4 parents, qui, pour la plupart, mettaient pour la première fois les pieds à l'intérieur de la maison des jeunes. Expérience à parfaire et à mieux publiciser.</p>
--	---

Liens avec les groupes communautaire	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recension des activités des groupes communautaires du milieu en lien (ou pouvant l'être) avec les écoles et les familles et la création d'une fiche d'information sur chacun des organismes; 2. Conception d'un bottin de ressources destiné aux parents. Cette brochure présentera 17 organismes communautaires et inclura une carte géographique permettant de les situer; 3. Travail de mobilisation des ressources du milieu pour créer des conditions favorables à la réussite du projet (constats, analyses, actions, outils) permettant d'élaborer et de mettre en forme les fondements qui justifient cet arrimage; participation aux tables de concertation 4. À l'automne 2003, accentuation de la collaboration avec une intervenante du CLSC prend en charge l'animation des réunions en plus de contribuer à leur préparation. Cette intervenante est d'ailleurs responsable des tables de concertation enfance et jeunesse; 5. Projet d'halte-garderie communautaire en partenariat avec le Carrefour du partage. 6. Réalisation et utilisation d'un document de présentation (Power Point) pour mettre en parallèle les missions et les actions des groupes communautaires, des écoles et des intervenants sociaux (y mettre de l'avant l'approche écosystémique). 7. 2 fêtes de quartier
Local de quartier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le 1er septembre 2003 (congé de la Fête du Travail) : épluchette familiale de blé d'Inde qui a permis de rassembler environ 125 personnes; 2. Plusieurs rencontres avec les ressources ont été organisées pour la programmation, (notamment avec la ville, plusieurs fois en 2002; le CLSC: 17 janvier 2003 et 5 février 2003; le Carrefour du Partage : 11 février 2003; Anim'Action : 27 mars 2003; 3. Pour le calendrier : le recensement des activités données par les groupes communautaires : leurs activités/services, leur clientèle cible, la participation actuelle et possible, la fréquence et la durée de ces activités/services, la façon de s'y inscrire, etc. 4. demandes de financement (Renouveau urbain avec la collaboration de la ville, Fondation Béati, etc.) 5. Conception d'activités pour les parents et les jeunes dans le local de quartier ou ailleurs (selon les besoins révélés lors d'une consultation des parents et des élèves). <ul style="list-style-type: none"> ➤ Présentation (une deuxième fois) de « L'œil cinéma » au local de Quartier. ➤ Formation offerte au local de quartier pour habiliter les citoyens bénévoles à devenir des médiateurs en cas de conflit : la gestion et la résolution de conflits et la médiation ➤ Rencontre de résidents pour l'élaboration des activités. ➤ Rencontres thématiques sur la sécurité dans le quartier (drogue, prostitution juvénile, etc.)
Représentation Information/ promotion	<ol style="list-style-type: none"> 1. Participation du PRAQ aux deux tables de concertation (périnatalité et jeunesse) qui regroupent les services destinés aux enfants et à leurs parents; 2. bulletin de liaison électronique produit par PRAQ et distribué aux membres du comité conjoint et aux partenaires associés; 3. Promotion de la participation des enfants à l'intérieur d'activités de sensibilisation à divers phénomènes pouvant être vécus à l'école; 4. Présentation, par une direction d'école, du volet « soutien communautaire aux écoles et aux familles » lors du cocktail de PRAQ du 12 mars 2003 (réunissant plus de 50 acteurs locaux). 5. présentation d'une communication à la Journée annuelle de santé publique de la Montérégie (mai 2003)
Évaluation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Comité d'évaluation de la première phase : 15 entrevues, questionnaire de la DSP sur la concertation, rédaction du 1^{er} rapport (versions « recherche » et version « intervention » diffusées selon des populations cibles précises) ; 2. Questionnaires administrés aux parents et aux élèves des écoles portant sur leurs besoins en matière d'activités et de loisirs ;

	<p>3. Focus group (parents, directeurs).</p> <p>4. Questionnaire d'évaluation remis aux élèves et au personnel des écoles pour analyser les retombées/effets des ateliers</p> <p>5. rencontre du comité d'évaluation</p>
Recherche de financement pour la poursuite du volet	<p>1. Plusieurs demandes de subventions ont été faites et il est probable que le PRAQ poursuivent ses activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Connexion Compétence, ➤ CLE, ➤ MESSF, ➤ SACA, ➤ PCE, ➤ BÉATI ; ➤ Mobilisation des collectivités pour la prévention du crime <p>2. Les projets de jardins ont été déposés au Comité sécurité alimentaire et les sommes ont été remises aux écoles. Des plans sommaires ont été déposés et les montants ont été distribués pour permettre la réalisation des jardins pour le printemps. Les écoles font participer leur conseil d'établissement et les élèves au projet. La réalisation des projets est entre les mains des écoles ;</p> <p>3. Demande de stagiaires au Cégep. L'insertion des stagiaires n'a pas eu lieu à cause d'une mauvaise évaluation des responsables collégiaux à propos des activités du PRAQ.</p>

7- Extrants

Afin de mettre en évidence les produits et services qui résultent des activités, nous vous présentons un résumé des « extrants ».

Activité	caractéristiques	extrants
Comité conjoint	20 réunions	Elles ont permis d'aborder différents sujets (problématiques et besoins des écoles; programmation des activités de loisirs; fonctionnement des écoles, recherche de financement; recherche d'expériences équivalentes, appréciation des activités, pérennité de PRAQ et de ses activités, etc.
Fête de quartier	Grande participation des écoles au concours de dessins; Deux écoles ont tenu des kiosques sur le site de la fête et l'équipe Activités mettant en valeur les écoles (improvisation d'une école a participé à un match amical avec l'équipe d'improvisation du Cégep de Valleyfield.	741 participants donc un taux de participation de 61%;
«Maison des horreurs » avec la Maison de la jeunesse 12-17 ans (octobre 2004).	Les jeunes de la Maison des Jeunes ont organisé l'évènement avec le PRAQ Couverture médiatique	125 visiteurs et 30 participants
2 épluchettes dans le quartier Nord	Le PRAQ a organisé une fête de quartier dans le quartier nord	80 personnes, toute générations confondues, ont assisté à la première (2003), 125 personnes (en 2004)

Aide aux devoirs	Une équipe de 10 bénévoles gravite autour des différentes activités et de l'aide aux devoirs dispensée après l'activité parascolaire.	Au total, 60 heures de bénévolat en aide aux devoirs ont été dispensées dans les 5 écoles
Écocivisme	Plan d'intervention spécifique sur les facettes de la violence pour les 5 écoles. Activité destinée aux parents (« Si on jasait? ») participation aux assemblées de parents	80 présences sur les heures de dîner et lors des récréations. (référence 2005) 970 enfants et 25 adultes ont été rencontrés et ce son impliqués dans la démarche. (référence 2005) 2 groupes de parents en 2005 et les autres écoles ont été visités en 2003 et 2004. (référence 2005)
loisirs	Basket-ball et tournoi inter-écoles (deux écoles)	Une dizaine de parents se sont impliqués au tournoi final. 40 jeunes ont participé dans deux écoles.
	L'activité « échec » a rejoint pendant plusieurs semaines grâce à la collaboration du Club d'échecs local.	Une école, une vingtaine de jeunes, 20 semaines
	«Les amérindiens » : dans trois des cinq écoles, série d'ateliers de bricolage sous le thème des amérindiens	49 inscriptions entre la deuxième et la sixième année. Le taux de participation pour 2 écoles est de plus de 90 %. La participation est donc excellente. Le groupe est stimulant. Une école a un taux de participation de 68%. Pour cette école, le début de l'activité s'est fait avec trois semaines de retard.
	Théâtre de marionnettes : dans deux écoles, PRAQ a organisé un théâtre de marionnettes géantes.	37 élèves de première à 4 ^e année. Un taux de présences de 100%. Malgré le très jeune âge de certains enfants et les difficultés techniques l'activité a été un grand succès Excellente implication des jeunes. Pour une des groupes, deux ou trois élèves beaucoup plus turbulents ont compromis la dynamique du groupe. L'activité s'est tout de même bien déroulée. Un groupe a été formé dans une école (les mercredis du 9 février au 22 mars 2005 14 élèves de 1 ^{ère} et 2 ^e année). Avec un taux de participation de 99% , on note une excellente participation et l'activité a été bien appréciée.
Ces activités ont culminé par une grande fête au Camp Bosco où les enfants ont présenté les résultats de leurs efforts devant les enfants et les familles des cinq écoles des anciens quartiers.	150 personnes, 80 enfants et le reste en famille, parents grands-parents et famille élargies La fête fut un tel succès que la ville de Valleyfield a financé la location du Camp et les techniciens, musiciens et conteur qui sont venus parfaire les activités.	

	Des films d'animation ont été réalisés dans deux des cinq écoles.	24 inscrits de 5 ^e et 6 ^e année. On compte cinq démissions dans un des groupes. Cette activité est moins convaincante aux premières étapes, mais lorsque les premiers résultats leur ont été présentés, leur emballement a été réel. Les films de L'école Saint-Joseph ne peuvent être publicisés à cause des droits d'auteur des bandes sonores
	Deux cuisines collectives « parents enfants » sur une période de quatorze semaines. On a dû refuser du monde tellement cette activité intéressait les gens.	<p>40 inscriptions en deuxième et troisième année</p> <p>Nous avons dû procéder à un tirage au sort à cause d'un trop fort intérêt au delà de 80 inscriptions. Le taux de participation est de plus de 85%. Bonne participation au début mais démission lente de certaines équipes. Convivialité réelle mais difficile à instaurer au début. Un grand appui du club des petits déjeuner en place dans l'école. La participation des parents est plus faible.</p> <p>Dans 2 écoles, le jeudis (du 10 février au 24 mars 2005) et les vendredis du 11 février au 24 mars 2005</p> <p>20 inscriptions en deuxième et troisième année. Un taux de participation de 93%. Bonne participation au début mais démission lente de certaines équipes. Convivialité réelle. Absence moins fréquentes. Nous avons touché au moins trois familles réellement dans le besoin. Un deuxième groupe de 20 inscriptions en deuxième année (avec un taux de 98% de présences) nous a permis de récupérer les inscriptions refusées lors des premières sessions. Excellente et constante participation, convivialité facile, à la fois avec moi qu'entre eux, grand appui du club des petits déjeuner en place dans l'école. Absences moins nombreuses.</p>
	<p>Improvisation, activité offerte aux élèves des 2^e et 3^e cycles.</p> <p>Match final d'impro au Collège de Valleyfield avec les joueurs du Collège et les jeunes de Saint-Joseph-Artisan (23 mars 2005): Nous avons transporté les jeunes au Collège pour une grande joute devant public.</p>	<p>Les mardis du 8 février au 29 mars 2005. On compte 38 inscrits de 3^e, 4^e, 5^e et 6^e année et un taux de participation de 94.5% (4 démissions). Deux étudiantes du Collège de Valleyfield bénévoles sont venues animer les ateliers d'impro qui ont été un brillant succès.</p> <p>C'était tout un spectacle. Les enfants étaient émerveillés de travailler dans un vrai théâtre, avec les techniciens, les animateurs, les arbitres et les joueurs.</p>

	Hockey Cosum pour les élèves des 2 ^e et 3 ^e cycles, affilié avec le service de garde. Match de hockey contre les professeurs de l'école St-Eugène (16 mars 2004)	Une école a tenu cette activité les mercredis du 9 février au 23 mars 2005. Sur les 18 inscrits, on note 4 démissions, pour un taux de participation 87%. L'affiliation avec le service de garde est venue augmenter le taux de participation et de fréquentation de l'activité parascolaire. Activité très réussie. Les jeunes étaient bien contents, des certificats de mérite ont été remis et un buffet a été servi.
	Épluchettes de blé d'inde offertes à 3 écoles des anciens quartiers.	<ul style="list-style-type: none"> • Commanditaires • Langlois (10 septembre 2004 / 800 épis), • Ste-Agnès (17 septembre 2004 / 800 épis) • St-Joseph-Artisan (24 septembre 2004 / 400 épis)
	Buffet de clôture aux écoles Sacré-Cœur et Langlois (25 mars et 1 avril 2005): Sous forme de repas communautaire des fêtes, nous nous sommes réunis en permettant d'inviter tous les autres membres de la famille intéressés	Petites fêtes très conviviales qui nous ont permis de connaître encore quelques recettes préférées des participants. Les enfants étaient ravis.
Anim'action	Formation aux animateurs (durant l'été 2003)	60 animateurs 5-6 activités couvertes Plus de 100 jeunes des quartiers ciblées ont été rejoints
Recherche de financement		Subvention «Ça bouge après l'école» et «Aide aux devoirs» : nous pensions qu'il n'y aura aucun développement pour l'année 2004-2005. Contre toute attente, des sommes ont été dégagées pour le programme «Ça bouge après l'école» et «Aide aux Devoirs» Bien que nous soyons à la mi-année, des activités sportives de tout genre s'installent dans les écoles. Les animateurs sportifs sont très en demande pour toutes les écoles et sont difficiles à embaucher. Les sommes pour École en forme et en santé seront probablement reconduites et l'avènement de Québec en Forme viendra compléter la programmation d'activités parascolaires de l'automne 2005. En fin Mars 2005 nous avons reçu un montant de 48 000\$ de Revenu Québec dans le cadre de financement Innovation pour la réalisation de 8 cohortes de 12 personnes chacune environ. Le but est d'aider les gens à gagner confiance en eux et démontrer à la communauté

	<p>qu'eux aussi on un potentiel. Pour arriver à nos objectifs des ateliers et des projets communautaires seront de la partie.</p> <p>Une demande de 50 000\$ est en étude dans le cadre de financement Mobilisation des Collectivités Le but est de réaliser des activités de prévention dans les 5 écoles ciblées sur la problématique de la petite criminalité. En mai une confirmation positive est à espérer.</p> <p>La Fondation Béati a été approché pour un montant de 25 000\$ pour poursuivre les activités dans les locaux de quartier. Notre demande a été bien reçue auprès du comité de travail de la Fondation. En juin notre projet sera déposé au conseil d'administration Béati pour une décision finale</p> <p>La Fondation des Canadien de Montréal on reçu un projet de Sporthotèque que nous désirons développer dans un des quartiers anciens pour permettre au plus démunis de faire des activités sportives tel que le hockey, patin roues à lignés...</p> <p>Le Centre Local d'Emploi de Salaberry-de-Valleyfield devrait encore cette année octroyer un montant d'environ 10 000\$ pour offrir des services sur l'employabilité aux locaux de quartier.</p>
--	---

8- Retombées non prévues du projet

Dans la perspective d'assurer la pérennité de l'initiative, nous avons envisagé de solliciter la contribution financière de fondations. Toutefois, la participation de PRAQ à la Journée annuelle de santé publique de la Montérégie (en mai 2003) nous a offert une occasion inespérée d'obtenir le soutien de la Fondation Chagnon. À la suite d'un contact significatif avec la responsable de la fondation en Montérégie, nous avons eu à maintes reprises l'occasion de mettre en évidence les problématiques propres aux quartiers anciens, la force de la concertation locale et de promouvoir l'initiative de PRAQ venant soutenir les écoles et les familles des quartiers anciens. Cet effort explique en bonne partie l'arrivée de la Fondation Chagnon à Salaberry-de-Valleyfield.

Par ailleurs, notre présence aux tables de concertation et le développement de notre enracinement ont amené PRAQ à prendre part aux travaux menés par le CLSC Seigneurie de Beauharnois visant à concevoir le premier plan d'action locale en santé publique. Ce plan fut l'occasion d'inscrire formellement la démarche de PRAQ (volet soutien communautaire aux écoles et aux familles) comme une cible transversale devant être soutenue et encouragée.

9- Effets

Avec le volet « soutien communautaire aux écoles et aux familles », PRAQ a eu l'occasion de concevoir et réaliser (en partie) une intervention intégrée et multimodale pour modifier positivement l'environnement physique et social des enfants de trois quartiers défavorisés. La conception théorique de la démarche de PRAQ correspond bien aux préoccupations actuelles en promotion de la santé et s'appuie sur un cadre conceptuel largement diffusé. Les activités réalisées dans le cadre de ce volet ont permis de tirer des bénéfices des interdépendances entre la communauté, la famille et l'école pour assurer un meilleur développement de l'enfant et de sa santé. L'idée sous-jacente aux interventions de PRAQ était aussi de mieux coordonner le travail de l'école et des différents services afin d'améliorer la qualité de vie et le rendement scolaire des élèves. Ce qui fut couronné de succès, après une première période d'implantation difficile.

Ainsi, les intervenants de PRAQ ont réussi à recruter les enfants et leurs parents ainsi qu'à favoriser leur participation soutenue aux activités grâce à des contacts personnalisés. Ils ont organisé des activités permettant aux enfants d'acquérir la motivation et les habiletés nécessaires pour ensuite participer à des programmes destinés à l'ensemble de la population. On constate aussi la mobilisation accrue des ressources communautaires en soutien aux écoles. Ainsi, l'adhésion des acteurs (écoles, CSVT, comité réussite scolaire, etc.) à la démarche est plus grande. Le fonctionnement de la démarche, au niveau des relations entre les membres a porté fruit (vision commune, liberté de s'exprimer et de prendre des initiatives, bonne circulation de l'information, consensus sur les actions à réaliser, etc.). PRAQ a pu réunir des conditions de réalisation du projet (implication des acteurs, coordination, actualisation des actions prévues, ressources, etc.) Enfin, le contenu du projet et sa réalisation (activités, ententes, ressources humaines et financières) a permis de mieux agir sur un des déterminant de la santé. Voyons de plus près...

a) Au niveau des individus (enfants, parents, adultes significatifs)

Les activités communautaires, sportives et culturelles réalisées par PRAQ (ligue de basket-ball, club d'échecs, amérindiens, marionnettes, vidéo, etc.) ont permis de consolider le soutien social aux enfants. De l'avis de toutes, ces activités permettent de développer le sens de la coopération et de la collaboration, l'estime de soi, etc. En effet, la participation à des activités organisées a permis aux enfants de jouir du soutien d'un groupe de pairs engagés avec eux dans ces activités, de développer un sentiment d'appartenance à ce groupe et d'expérimenter la dimension de réciprocité souvent sollicitée dans les apprentissages ou les tâches qui en font partie. De plus, la participation à ces activités structurées a multiplié les occasions pour les enfants de recevoir du soutien émotionnel sous forme d'appréciation et de valorisation de leurs capacités et de leurs efforts. De plus, la participation à de telles activités pourrait avoir permis aux enfants d'augmenter leur estime de soi et de diminuer les risques de problèmes affectifs et comportementaux ainsi que d'abandon précoce des études (selon Hamel, Blanchet et Martin, 6-12-17 ans, nous serons bien mieux ! Les déterminants de la santé et du bien-être des enfants d'âge scolaire, Les publications du Québec, 2001).

Les activités de PRAQ fournissaient des occasions favorisant le développement d'habiletés sociocognitives (loisirs) et de la capacité de résoudre des problèmes (loisirs, écocivisme), la régulation des émotions ainsi que le contrôle de soi (écocivisme, entre autres). Le projet d'écocivisme a permis à des jeunes d'apprendre comment régler des problèmes. Il y a une amélioration du climat des écoles, mais aussi du bien-être des enfants. Les 15 acteurs rencontrés en entrevue ont identifié les résultats globaux suivants de cette importante intervention :

- Pour les enfants : réduction des conflits : modification positive des comportements; les enfants utilisaient de manière autonome les services à l'heure du dîner; les enfants plus en confiance avec de meilleures habiletés sociales, moins d'enfants exclus et meilleure intégration, des moyens pour trouver des solutions aux conflits.
- Pour les professeurs : liens accrus avec des ressources du milieu (Maison des Jeunes entre autres); changements positifs des pratiques éducatives⁴, gestion de la classe améliorée, moins d'indifférence aux tensions vécues parmi les enfants.
- Pour l'école : meilleur climat, meilleure communication, école plus sécuritaire, consolidation du plan de réussite; responsabilisation des enfants, plus grand respect du contrat (élément central du plan de réussite), meilleures relations.
- Pour les parents : une centaine de parents ont été sensibilisés; plus d'une trentaine de parents ont échangé sur leurs réalités et développé de nouvelles stratégies
- Pour PRAQ : l'arrivée de JAS a stabilisé les relations entre les partenaires; l'expérience permet d'identifier les liens à développer et les conditions pour le faire (entre le CLSC et la CSVT, entre le PRAQ et les écoles, entre PRAQ et les ressources).

Toutes les activités mettaient l'accent sur les comportements positifs et acceptables mais également sur les influences sociales susceptibles de compromettre la manifestation des comportements adéquats et sur les conséquences qui s'ensuivent. Par le local de quartier, on envisageait également auprès des familles afin que les parents augmentent leurs compétences et leurs habiletés à gérer les apprentissages scolaires et sociaux. Cette intervention qui n'a pu être vraiment réalisée devait permettre aussi de renforcer la communication entre les parents et l'école, et d'offrir un soutien aux familles qui éprouvent des besoins plus importants. Par ces activités de loisirs, on a aussi développé la participation des parents dans l'ensemble de l'éducation scolaire des enfants afin de les rapprocher de l'école.

Pour ces raisons, l'implantation d'activités de loisirs fut très appréciée. Par exemple, le basket-ball fut très populaire aux yeux des enfants et des directions d'école. On a rejoint les enfants et leurs parents dans 4 écoles sur 5. Le budget de 5 000 \$ obtenu auprès de

⁴ « Avant on avait tendance à trouver des solutions trop rapidement pour eux, on ne les laissait pas assez parler, pressée par le temps, j'allais en surface du problème », nous dira une enseignante. Il y a eu un transfert en classe. Les professeurs allaient voir Chantal pour voir si « c'est comme ça », pour être certains, « Est-ce que c'est la bonne affaire que je fais? » selon une directrice.

Loisir et sport Montérégie a permis de payer le salaire des instructeurs. Tous les parents ont été informés. Une dizaine de parents se sont impliqués. Les directions confirment le support offert par PRAQ et les efforts déployés pour recruter les instructeurs.

b) Partenariat

PRAQ a mis en place des conditions permettant la pérennité du volet. Les cinq écoles, les services complémentaires de la commission scolaire locale, le CLSC, la table en périnatalité et la table jeunesse et plusieurs organismes communautaires participent à la réalisation de cette stratégie qui mise sur une intervention systémique visant la modification de diverses conditions qui affectent le développement des compétences de l'enfant.

PRAQ a contribué à dégager les complémentarités possibles et souhaitables entre les missions des différentes organisations. Par exemple, PRAQ a incité le CLSC et les services complémentaires de la CSVT à produire un tableau des activités offertes dans les écoles par le CLSC, la Table de concertation jeunesse, la CSVT, le PRAQ et les organismes communautaires.

L'évolution constatée au niveau du comité conjoint est appréciée par tous. Ce fut l'occasion d'apprivoiser des approches et des cultures organisationnelles différentes. Avec les écoles participantes, il y a des acquis. « *On a une longueur d'avance qui a permis de créer des ouvertures et de labourer le terrain* ». C'est un apprentissage d'un travail en commun dans un contexte de volontariat et non d'obligation « ce qui aurait pu amener un braquage ». Les gens réunis ne s'étaient jamais parlés. « *On a appris à se connaître* ». Tous constatent en bout de piste une évolution de la concertation en termes de confiance et de travail intersectoriel. La participation des écoles augmente. Au début, « *il y avait de la méfiance* » alimentée par la perception que c'est toujours un peu compliqué avec le CLSC : « *on n'est pas éligible, il n'y a pas d'argent, ça tombe à l'eau, ça ne nous rapporte rien* » (résumera un acteur). Au début, les directions d'école ont affiché clairement leur scepticisme. Avec le temps, le climat était jugé plus positif, plus concerté, plus sain. Cela a ouvert une fenêtre sur les déterminants de la santé permettant au milieu scolaire de mieux comprendre l'importance de leur contribution à ce niveau. Les résistances se sont réduites (prise de conscience de la méconnaissance des ressources du milieu, conditions facilitant la présence de celles-ci dans les écoles, etc.).

Le CLSC a profité de l'occasion pour amorcer un questionnement sur son rôle en milieu scolaire, ses interventions, les liens à développer (confirmés par l'entente MSSS/MEQ, le programme cadre des services complémentaires et la planification stratégique de la CSVT). À la toute fin de la démarche, un organisateur communautaire (alors qu'il aurait souhaité le faire au début), a fait 2 rencontres de sensibilisation avec des intervenants du CLSC (mars 2004) sur ce volet de soutien communautaire aux écoles et aux familles. Du côté de la CSVT, on a organisé en janvier 2004 une journée portant sur le programme cadre des services complémentaires. Plus de 100 personnes y ont participé. Parmi les acquis identifiés, le PRAQ a été mentionné. Les rencontres entre la CSVT et le CLSC cherchaient à développer une meilleure complémentarité et davantage de projets communs.

L'initiative de PRAQ répond aussi aux préoccupations relevant de la santé et du bien-être. Elle s'inscrit dans « *l'entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation* » (le document Deux réseaux, un objectif : le développement des jeunes, 2003). Il y a donc une adéquation de l'approche : le volet « Soutien communautaire aux écoles et aux familles » veut, entre autres, faciliter les interventions de l'école dans la réalisation de son plan de réussite, de ses projets et ses activités pédagogiques et dans le développement de compétences. Dans le programme de formation du primaire, il y a cinq domaines généraux de formation; deux de ces domaines étant en lien étroit avec la promotion de la santé et du bien-être. (*Santé et bien-être, Vivre ensemble et citoyenneté*).

c) Approche de PRAQ

Tout le monde semble très satisfait de l'approche très concrète des activités. Nous semblons avoir répondu aux besoins des écoles en dispensant des activités, même à raison d'une fois par semaine. Tous les partenaires manifestent leur appui à l'approche de PRAQ qui a permis de sensibiliser le milieu à l'école afin de faire des liens avec la communauté (la Ville, etc.). Ils reconnaissent que cela permet d'accomplir du travail que les directions n'ont pas le temps de faire (monter des projets, chercher du financement). La démarche a permis aux différents partenaires « *d'obtenir une vision commune et globale des besoins des jeunes et de leur famille dans une perspective de continuité et de coordination des interventions* » (lettre des ministres Simard, Legault et Bertrand, 7 mars 2003). Certaines interventions sont venues appuyer et renforcer la participation à l'école de toutes les composantes de la communauté, afin de soutenir les jeunes et leurs familles.

PRAQ a fait la démonstration de la pertinence de la présence d'un intervenant en mesure d'accompagner les animateurs d'Anim'action (camps de jour estival dans les parcs) devant différentes situations plus difficiles ou tout simplement pour améliorer leurs pratiques dans leur travail (qualité de l'écoute, références adéquates, réflexion avec les jeunes, travail en équipe, collaboration avec les ressources du milieu telles que la police ou le Centre jeunesse, etc.). Ce fut une première tentative, une première sensibilisation des animateurs plus ou moins préparés pour faire face à des problèmes psychosociaux (troubles de comportements, etc.) pouvant se manifester dans les activités estivales. Cette expérience a permis de développer une offre minimale de services par le CLSC, ce qui constitue un filet de sécurité non négligeable. Ces exemples démontrent la pertinence de la présence d'un intervenant en mesure d'accompagner les animateurs devant différentes situations plus difficiles ou tout simplement pour améliorer leurs pratiques dans leur travail (qualité de l'écoute, références adéquates, réflexion avec les jeunes, travail en équipe, collaboration avec les ressources du milieu telles que la police ou le Centre jeunesse, etc.). On n'a malheureusement pas été en mesure de faciliter l'institutionnalisation de cette intervention.

Les interventions de PRAQ visaient aussi à modifier l'environnement social de façon à accroître ou à adapter le soutien social offert aux enfants et aux adolescents. PRAQ a tenté (sans atteindre totalement ce qui était souhaité) d'augmenter le soutien formel mis

à la disposition des élèves en intégrant divers services sociaux et de santé à l'intérieur même des écoles (ou à travers des activités de quartier susceptibles d'intéresser les familles).

Les interventions de PRAQ visaient à mettre l'accent sur la recherche de moyens susceptibles d'améliorer le soutien fourni par les adultes faisant partie de l'environnement habituel des enfants, notamment les parents – en raison de l'importance de la relation initiale d'attachement –, les autres adultes faisant partie de la famille, les enseignants, le personnel des services de garde et les autres adultes exerçant une fonction d'autorité auprès des enfants. Ainsi, l'aide aux devoirs, l'aide par les pairs (écocivisme), la participation à des activités structurées supervisées par les adultes (loisirs) a enrichi le soutien social fourni aux enfants.

PRAQ a développé des activités visant à promouvoir les conduites pacifiques et les habiletés dans la résolution des conflits chez les enfants et chez les adultes. Bien que les résultats n'aient pas atteint le niveau attendu, PRAQ a stimulé la participation des parents dans des activités scolaires/parascolaires des enfants, ce qui les a rapproché de l'école. Enfin, PRAQ a contribué à mieux coordonner le travail de l'école, l'environnement quotidien de l'enfant et les différents services fournis par les organisations afin d'améliorer la qualité de vie, l'estime de soi, les compétences sociales, le soutien social et le rendement scolaire des élèves.

Ainsi, la troisième Fête de Quartier, ayant pour thème « *Ma rue, mon école, mon quartier* » a permis une grande participation des écoles au concours de dessins (1200 dessins de 741 participants) provenant de trois écoles; deux écoles ont tenu des kiosques sur le site de la fête et l'équipe d'improvisation d'une école a participé à un match amical avec l'équipe d'improvisation du Cégep de Valleyfield. Cette activité offre d'immenses possibilités d'intégration entre l'école, la famille et le milieu, dans le cadre de programme de formation des écoles primaires. C'est une activité concrète qui permet de valoriser les réalisations des élèves (danse, improvisation, etc.). Ce fut l'occasion de rejoindre près de 1 800 personnes et d'amasser des centaines de dollars provenant de commerçants locaux, d'une table de concertation. L'appui du conseiller municipal et de la Ville fut aussi très important. Enfin, la présence de PRAQ aux tables de concertation assure l'arrimage entre l'école et le milieu et facilite le financement des projets des écoles. Ainsi, un quatrième bloc d'activité parascolaire aura lieu au printemps 2005 grâce au financement de la Table Jeunesse qui a décidé de privilégier le territoire (sur lequel on retrouve 5 écoles primaires) délimité dans le cadre de la démarche de revitalisation de PRAQ.

Cela ne s'arrête pas là. Nous invitons les lecteurs à découvrir les effets associés aux activités de PRAQ en prenant connaissance du rapport « Évaluation de l'initiative de PRAQ et de sa pérennité ».

10- Leçons du projet

Les écoles sont allées de l'avant avec le projet parce qu'il s'intégrait à ce qui se faisait déjà. Il ne constituait pas en théorie un fardeau supplémentaire. On respectait leurs besoins : rejoindre les parents qui ne viennent pas à l'école; les aider à faire face aux

situations problématiques; coordonner les actions (face à la clientèle qui est souvent la même, pour éviter de se court-circuiter dans les sollicitations auprès des acteurs du milieu); assurer une continuité aux activités qui ne peuvent être offertes au départ que ponctuellement, faute de moyens (Vers le pacifique, etc.); développer le sentiment d'appartenance entre le milieu et son école (« revitaliser » l'image de l'école).

Le plan de travail initial était suffisamment général et permettait une latitude aux participants. Le comité conjoint et l'ensemble du projet étaient centrés sur les besoins des écoles, des enfants et de leurs parents selon les répondants. Cela dit, l'identification précise des besoins des écoles fut nécessaire tout au long du processus. Aussi, l'objectif de maximiser l'approche réseau, maintenir et développer les liens entre les professionnels non enseignants et les intervenants du CLSC demande des efforts constants et de qualité (pour impliquer davantage les services complémentaires, les intervenantes sociales/infirmières du CLSC, les ressources du milieu) selon des modalités précisées par école.

Malgré les différences, les membres du comité ont pu prendre ouvertement position lors des échanges et des discussions. Il semble qu'une période d'acclimations soit nécessaire au début d'un travail intersectoriel étant donné les différences dans les approches. Ainsi, PRAQ proposait un programme global (une école en santé) qui était perçu comme du « *pelletage de nuage* » alors que les écoles étaient aux prises avec des besoins criants de programmes ayant des effets à très court terme. Malgré ces différences et les difficultés de fonctionnement, une adhésion collective au projet de plus en plus intersectoriel s'explique par :

- la nécessité des liens avec la communauté ;
- le fait que ce type de projet est requis en milieu défavorisé ;
- pour changer la situation dans ces quartiers, une concertation plus globale et la nécessité d'un consensus plus large par rapport aux actions à entreprendre.
- la pertinence, par exemple, de l'inventaire des compétences et la mise en valeur des forces des résidents et de quartiers ;
- le démarchage permettra de proposer des activités qui rejoignent les résidents dans leur culture.

Ainsi, avec le temps, le climat est jugé plus positif, plus concerté, plus sain. Cette évolution s'explique par la réalisation d'actions concrètes et d'une démarche de résolution de problème : « *Si elles [les activités] ne se réalisaient pas, on les travaillait ou on les analysait. Elles n'étaient pas laissées là. Il y avait un suivi.* » De s'attarder aux priorités des écoles semble avoir été une stratégie gagnante.

Pour les actions, certains moments plus propices ont facilité les arrimages (la période du dîner, des moyens de répit pour les professeurs, activités parascolaires, projets éducatifs des écoles, etc.). Le projet s'intégrait à ce qui se faisait déjà. Les écoles ne veulent pas être contraintes à faire des activités contre leur volonté, ni à gérer le financement. On s'est appuyé sur les plans de réussite scolaire, le leadership des

écoles, leur volonté commune de rejoindre les parents qui ne viennent pas à l'école et d'assurer une continuité aux activités qui ne peuvent être offertes au départ que ponctuellement, faute de moyens. L'expérience de JAS, elle a permis de tirer des conclusions sur le soutien à offrir aux écoles. « *Il faut apprendre à être proactif* », ce qui veut dire mettre en évidence les bénéfices de s'attarder à telle ou telle problématique, les supporter, fournir des jeux et des textes, faire des observations en classe et de la rétroaction et prévoir un processus qui améliore l'adhésion.

Pour les écoles, les initiatives comme celles de PRAQ constituent un changement de pratique qui peut provoquer des résistances (essayer autre chose, abandonner son pouvoir, etc.). Les écoles sont des milieux ouverts axés sur l'action, mais ayant des contraintes de temps majeures. Pour agir dans les écoles, on doit miser sur le programme cadre des services complémentaires, la planification stratégique de la CSVT, l'entente MSSS-MEQ, le PAL en santé publique piloté par le CLSC comme fondements de toute intervention. On doit aussi considérer les limites objectives importantes qui déterminent le travail de concertation avec les écoles. Par exemple, les directions des écoles sont très occupées lors de la rentrée scolaire ce qui rend la tenue de réunions très difficile. Aussi, les services complémentaires ont des effectifs limités. Par exemple, les professeurs ont une charge de travail importante qui ne leur permet pas nécessairement d'essayer d'autres façons de faire. De plus, il faut aller dans les écoles où « ça va vite ». L'expérience de JAS, l'arrimage avec le programme éducatif (en fonction des compétences transversales à acquérir et du plan de réussite), la nécessité de ne pas surcharger le personnel de l'école, les défis de l'enseignement dans une telle école (en milieu urbain défavorisé, avec beaucoup de classes spéciales) exigent une rigueur dans la conception et l'animation d'activité. Si des « exigences de qualité » sont respectées, on peut plus facilement présenter l'activité lors d'une journée pédagogique ou faire une animation en classe. Cela dit, on doit créer un plus grand lien avec les professeurs.

Il est important de créer une dynamique d'échange et de collaboration entre professeurs, professionnels non enseignants et intervenants sur la qualité de vie dans le quartier et les projets de l'année (local de quartier, liens avec les ressources du milieu, etc.).

Pour se faire, on doit ...

- Avoir une idée précise des activités parascolaires, présence ou pas d'un service de garde, de la formation continue pour les enseignants, des ateliers destinés aux parents, des collaborations avec les ressources du milieu, etc.
- Faire un diagnostic, déterminer les points de départ ainsi que les forces et les faiblesses actuelles.
- Concevoir un plan triennal en gardant comme point de repère central le projet éducatif de l'école puis rédiger un plan annuel détaillé.
- Recruter du personnel enseignant, des parents, des élèves et des groupes communautaires pour aider à la réalisation des actions choisies.
- Évaluer annuellement tant la mise en œuvre du programme que les résultats obtenus et prendre les mesures correctrices le plus tôt possible, s'il y a lieu.

- Utilisation d'outils existants.
- Une circulation d'information équilibrée et transparente pour toutes les écoles, éviter d'être « à la dernière minute ».

Par ailleurs, la présence de PRAQ aux tables assure l'arrimage entre l'école et le milieu et, parfois, facilite le financement des projets des écoles. Le fait de pouvoir compter sur des intervenants du milieu ayant beaucoup d'expérience facilite l'introduction dans le milieu d'une approche comme celle portée par PRAQ. On a apprécié les services et conseils de l'intervenante communautaire du CLSC (responsable des tables de concertation enfance et jeunesse).

Quant à la participation des parents, on les recrute un à un, par des contacts informels, variés et constants. On peut passer par les intervenants de l'école et du CLSC pour recruter les parents. Offrir le gardiennage et le transport faciliterait la participation des parents. Pour impliquer davantage les parents, on doit compter sur le conseil d'établissement de chaque école⁵. Une stratégie plus poussée est souhaitable.

Quant aux activités de quartier, elles offrent un potentiel pédagogique qui intéresse les directions et les psycho éducatrices. « *On pourrait s'en servir. Les parents embarquent beaucoup dans les projets axés sur l'estime de soi et la valorisation* » précise une psycho éducatrice à propos de la fête de quartier. Celle-ci pourrait être plus près de l'école, dans la cour de l'école, dans le parc derrière l'église. Les activités de quartier devraient être intégrées à l'école selon son rythme, ses activités et son horaire. Par exemple, la fête de quartier doit être programmé suffisamment longtemps d'avance à la fin de l'année scolaire. À cette condition, les activités de l'école peuvent être davantage intégrées à la programmation de la fête (la danse à l'école Sacré-Cœur, etc.).

On a constaté par ailleurs le potentiel des périodes parascolaires. Les activités de loisirs (parascolaires, fins de semaines et congés) devraient compter sur une banque de personnes-ressources, surtout si on veut faciliter l'implication des parents (ça prend plus d'effectifs que ceux consacrés dans les faits aux activités). On souhaite des activités les fins de semaine. On pourrait utiliser le gymnase de l'école. « *Souvent les enfants n'ont rien à faire. Les parents n'ont pas d'argent. Ils ne sortent pas, ils sont devant la télé...* » explique une enseignante. On veut des activités pendant la semaine de relâche (avec une publicité efficace).

La démarche nous a permis par ailleurs de souligner l'importance de compter sur des interventions de qualité afin de favoriser l'institutionnalisation d'une innovation comme celle portée par PRAQ. La réunion des conditions de succès repose sur la qualité de l'encadrement de la démarche, de l'animation des rencontres, de la cohérence dans les

⁵ Au regard des fonctions et des pouvoirs généraux, il est précisé que le conseil d'établissement analyse la situation de l'école, principalement les besoins des élèves, les enjeux liés à la réussite des élèves ainsi que les caractéristiques et les attentes de la communauté (art. 74) (du milieu art. 109 centre) qu'elle dessert. Le conseil d'établissement informe annuellement les parents ainsi que la communauté que dessert l'école (art. 83). En plus de contenir les orientations de l'école, le projet éducatif devient l'endroit où s'adoptent les objectifs poursuivis en matière de réussite. Le conseil d'établissement peut même à l'intérieur du projet éducatif prévoir des actions qui mettent en œuvre ces orientations. Le plan de réussite quant à lui porte principalement sur les moyens et les mesures pour évaluer l'atteinte des objectifs.

suivis et la continuité, de la communication, du soutien à l'implication des partenaires dans l'élaboration et la réalisation du plan de travail. Les outils conçus par PRAQ méritent un plus grand soin. Par exemple, le questionnaire destiné aux parents serait encore trop long et insisterait trop sur les aspects difficiles de l'éducation. La conseillère externe proposait qu'il soit plus général et plus positif. Ce questionnaire ne devrait pas passer par les écoles, mais par des organismes communautaires (rechercher un contact direct avec le parent, aider les parents analphabètes fonctionnels sans les mettre dans l'embarras et sans qu'ils se dévalorisent aux yeux de son enfant, favoriser le contact entre des bénévoles ou des intervenants et les parents...). Avant d'aller plus loin avec le questionnaire destiné aux parents (et préparant la programmation du local de quartier), on doit tenir compte de l'étude des besoins que vient de terminer (avril 2004) la table de concertation intersectorielle en périnatalité et des connaissances acquises par les différents intervenants. On propose une rencontre d'échange entre les intervenants (écoles, CLSC, groupes) avant d'administrer un quelconque outil. Compte tenu de la complexité de l'approche de développement social intégré et de la difficulté de la faire financer, il est impératif de préciser des outils pour suivre et mesurer plus adéquatement les retombées d'une approche intégrée et ses activités spécifiques (dans un journal de bord : nombre, dates, montant des argents, etc.).

Enfin, il est important de développer des moyens facilitant l'appropriation de l'approche globale de PRAQ et la nécessité de la stratégie de « soutien aux écoles et aux familles » : offrir une formation sur la collaboration entre l'école, la famille et la communauté aux membres du groupe; développer et offrir aux intervenants régulièrement une formation/information sur l'approche intégrée (exemples, outils, résultats). PRAQ doit aussi tenir compte de la spécificité de cette approche dans la sélection du personnel, ce dernier doit s'en faire le promoteur, en tenir compte dans l'évaluation du rendement du personnel et dans la boîte des outils essentiels. Notamment, le travail intersectoriel demande des habiletés essentielles en relations publiques et en communications avec les partenaires (écoles, conseillers municipaux, CLSC, etc.).

En terminant, nous vous invitons à prendre connaissance du rapport « Évaluation de l'initiative de PRAQ et de sa pérennité ». Les lecteurs y trouveront d'autres leçons tirées de l'initiative de PRAQ.

11- Suites du projet

L'implantation n'est pas terminée. Plusieurs recommandations (formulées en 2004) n'ont pas encore été réalisées. Les perspectives découlant des présents documents nécessiteraient un investissement supplémentaire afin d'assurer des résultats plus probants.

Retenons ici quelques suites :

- le bottin destiné aux parents des enfants fréquentant les 5 écoles primaires n'a pas été réalisé. Une recension des activités des groupes communautaires du milieu en lien (ou pouvant l'être) avec les écoles a été faite. Une première mise en page de cette brochure présentant 17 organismes communautaires et incluant une carte géographique est terminée.

- il faut encourager les écoles à continuer leur travail sur la violence malgré la fin du contrat de JAS. La collaboration de la SQ et de l'université de Montréal permettrait de consolider l'approche.
- En ce qui a trait au local de quartier, il demeure un moyen convivial inexploité. Nous ne le voyons pas comme une fin en soi. Sa réalisation ne se fera plus lentement que prévu, en fonction d'une qualité des interventions qui ne peut pas être laissée au hasard et ne dépendant des projets d'emploi. Le local de quartier va de pair avec l'adhésion au concept de voisinage. On peut y développer des activités culturellement proches de la population (un service gratuit de coiffure offert par l'école de formation professionnelle de la commission scolaire, par exemple) qui débouchent sur des activités davantage axées sur le développement des compétences, de l'estime de soi et des liens avec les ressources du milieu. Le local de quartier pourrait offrir une variété d'activités et stimulerait sans contredit la participation des écoles (activités de bricolage, poursuite des activités d'entraide entre parents, etc.). On souligne l'importance d'y organiser des activités de loisirs les fins de semaine.
- Exploiter le potentiel éducatif et intersectoriel de l'aménagement des cours des écoles (école Ste-Agnès, école Sacré-cœur, école St-Eugène, entre autres). Des projets stimulants existent (Abitibi-Témiscamingue, etc.).
- Projets conjoints possibles : présenter un projet dans le cadre du concours entrepreneuriat étudiant (mars 2005, à vérifier); présenter un projet conjoint dans le cadre du nouveau Fonds d'innovation sociale (plan d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale)⁶.
- Les services des « adultes » du réseau scolaire : dans le cadre d'un travail de concertation avec les acteurs des milieux économique, social, culturel et communautaire, le service de l'éducation des adultes des commissions scolaires de la Montérégie a développé une trousse de services intitulée *Les compétences de base*. Des offres de services visant les parents pourraient être élaborées en concertation avec les ressources de milieu. suivi avec J'embarque à prévoir avec les parents au local de quartier.

Par ailleurs, d'autres perspectives dépendent davantage de dynamiques plus spécifiques :

- Les quartiers Nord et St-Eugène pourraient être éventuellement jumelés et desservis par un local de quartier (soit au Centre Garneau ou au Centre St-Ignatius). Utilisé comme tremplin pour une grande implication des parents

⁶ LA VOLONTÉ D'AGIR, LA FORCE DE RÉUSSIR, Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Québec, 2003 « Les plans de réussite reflètent une nouvelle approche qui est en voie d'être développée et qui met l'accent sur la collaboration des acteurs socio-économiques de chaque milieu. »; « Les interventions préventives de type « école et milieux en santé » qui misent sur le potentiel du milieu scolaire et de la communauté. Elles s'appuient sur des interventions universelles de promotion et de prévention de la santé, sur des actions ciblées pour une intervention préventive auprès d'enfants et d'adolescents qui présentent des facteurs de risque particuliers et sur la création d'environnements favorables à la santé et au bien-être. Elles visent un partenariat entre l'école, la famille et la communauté. ».Le gouvernement du Québec veut « intensifier les initiatives de type « école en santé » en associant l'école et la communauté dans le développement de milieux de vie favorables à la santé et au bien-être [et]inscrire les interventions pour favoriser le raccrochage scolaire et social des jeunes sous scolarisés dans une approche intégrée et adaptée aux divers besoins des jeunes (services sociaux, éducation, aide à l'emploi et action communautaire), assurant un véritable continuum de services aux jeunes. »

ayant participé aux activités de l'école (la démarche « J'embarque » de l'école St-Eugène en particulier). Selon l'expérience de cette école, les parents voudraient que les activités durent toute l'année, ce que l'école ne peut pas assurer : « *Mes anciens clients veulent revenir à « J'EMBARQUE ». On est obligé de leur dire non parce que c'est le même contenu... S'il y avait quelque chose qui était en continuité, ils seraient contents* », selon la psycho éducatrice. Une école se dit prête à prêter un local pour les parents ou les enfants (pour préparer la fête de quartier, par exemple). « *Ça devient une activité parascolaire. Là, on peut demander aux enfants qui ont le goût de s'inscrire pour préparer la fête de quartier.* » « *Vous venez, vous décidez ce que vous voulez faire...* ». *C'est suivi toujours par la même personne. Nous on peut s'impliquer, mais c'est mené par PRAQ. Ça crée cet esprit de concertation. Les jeunes resteraient* » (suggestion d'une psycho éducatrice). On pourrait y développer une programmation adaptée avec l'apport de parents bénévoles.

- il semble que la CSVT et la DSP soit d'accord pour que la démarche « École en santé » s'implante d'abord comme projet pilote dans le territoire du PRAQ. Entreprendre des démarches auprès de la CSVT et de la DSP pour financer le volet.
- À l'école Sacré-Cœur, le vandalisme est très important et nous devons élaborer des solutions pour préserver les investissements.
- En ce qui a trait à Anim'action, le support direct du CLSC est prévu par un protocole, sans l'intermédiaire de PRAQ. La coordonnatrice devrait avoir accès régulièrement à des services de soutien (formation aux animateurs, services en cas de problèmes, etc.)
- L'entrevue avec les intervenantes sociales du CLSC a permis d'identifier un secteur de St-Eugène qui mériterait une attention et le déploiement d'une intervention de milieu. Les HLM de la rue Rolland (et les environs) représentent à leurs yeux un ghetto (une intervenante résumera la chose ainsi : un milieu clos, où vivent essentiellement des personnes démunies et où il n'y a pas d'activité). Une intervenante note particulièrement des problèmes de comportement des enfants, des tensions entre les familles qui partagent le même espace et qui finissent par influencer la dynamique de l'école. Après la noyade d'un enfant dans la rivière St-Charles survenue à l'été 2003, des résidents des HLM ont fait une requête à la Ville pour que celle-ci installe une clôture. La Ville a refusé. Que fait l'OMH ? Qui d'autre pourrait agir ? « *Je ne sais pas à qui appartient ce problème là* » conclut une intervenante sociale du CLSC.

Nous vous invitons à prendre connaissance des recommandations contenues dans le rapport d'évaluation sur la pérennité de l'initiative de PRAQ.

Volet logement

1- Raison d'être (problème)

Dans les trois quartiers anciens, on assiste à un vieillissement accéléré du parc de logement, jumelé à une dynamique immobilière qui contribuerait au maintien d'une mauvaise qualité de logements. L'importante proportion de logements dont la période de construction est antérieure à 1960 et la quantité de logements nécessitant des réparations majeures accentuent les problèmes de qualité de logement. Dans les quartiers anciens, les maisons vieillissent donc mal. Elles sont plus souvent la proie des flammes (occasionnant des décès), moins protégées (en cas d'avarie) et manquent d'entretien. La proportion des ménages locataires qui consacrent plus de 30% de leur budget pour se loger est toujours aussi très élevée, au niveau des locataires et de plusieurs propriétaires.

Dans ce contexte, la démarche financée par Santé Canada visait en priorité les habitations possédant une cave en terre battue (vide sanitaire). On compterait environ 100 habitations de ce type dans la ville, dont 85 % se concentrent dans les quartiers anciens. Les caves en terre battue peuvent constituer un problème lorsqu'elles ne sont pas chauffées ou isolées de façon adéquate et que les caractéristiques du bâtiment ou du terrain facilitent l'infiltration d'eau dans la cave. L'humidité excessive et la prolifération de moisissures ainsi générées dans le vide sanitaire peuvent diffuser dans l'ensemble du bâtiment, et affecter la santé des occupants. La présence d'un vide sanitaire en terre battue accroît aussi les besoins de chauffage et compromet la solidité du bâtiment (pourriture des structures (poutres, solage...). Ces habitations comportent souvent d'autres problèmes pouvant affecter la qualité de l'air intérieur (QAI) et la salubrité (toit qui coule...).

Jumelée à la proportion significative de logements dont la date de construction est antérieure à 1960 et à la proportion importante de logements nécessitant des réparations majeures, cette problématique est donc vite apparue comme une priorité. À cet effet, les conditions d'habitation de trois quartiers situés au centre de Salaberry-de-Valleyfield ont amené les acteurs du milieu à conjuguer leurs efforts à compter de l'an 2000 afin d'améliorer la salubrité des logements.

En effet, selon les données recueillies grâce à l'étude faite par PRAQ et grâce à la subvention de Santé Canada, on constate divers problèmes suffisamment préoccupants d'un point de vue de la santé pour justifier des interventions. Notamment, une bonne partie des occupants des habitations visitées présentent des problèmes de santé (asthme, allergie, etc.) qui pourraient être en partie associés à une mauvaise QAI. Tous les bâtiments ont des problèmes au niveau de la cave requérant une intervention, mais d'ampleur variable. En surplus des problèmes reliés à la cave, on a constaté d'autres problèmes pouvant affecter la qualité de l'air intérieur, d'ampleur variable. Les logements visités ont tous besoin de réparations allant de mineures à majeures. Certains devraient être démolis selon la firme d'architectes associée à nos travaux.

Les recherches réalisées au Canada ou ailleurs démontrent que les logements insalubres peuvent constituer un problème de santé publique, notamment quant à la prévalence de problèmes respiratoires comme l'asthme. Des études américaines démontrent que les enfants des quartiers défavorisés sont plus à risque pour le développement de l'asthme. Les chercheurs identifient les conditions de logement insalubres comme un des facteurs qui expliquerait ce phénomène. En effet, les maisons vieillissent et peuvent manquer d'entretien, surtout dans les quartiers défavorisés.

Par ailleurs, depuis quelques années déjà, la prolifération de moisissures en milieu intérieur constitue un problème suffisamment préoccupant d'un point de vue de la santé pour justifier la réalisation de nombreuses études en Amérique du Nord et en Europe. Au Québec, les directions de santé publique ont connu une progression significative des demandes annuelles concernant les problèmes d'humidité excessive, d'infiltration d'eau et de moisissures.

2- Cibles (buts)

On voulait...

- améliorer la salubrité et la qualité de l'air intérieur des habitations avec vide sanitaire (HVS) dans les quartiers anciens de Valleyfield, et particulièrement dans le Quartier Nord, et ainsi contribuer à améliorer la santé des occupants;
- mobiliser l'ensemble de la communauté autour de projets visant l'amélioration des conditions de vie, de la santé et du bien-être des citoyens de ces quartiers.

3- Objectifs

Les objectifs du volet logement sont les suivants :

- identifier les bâtiments anciens avec vide sanitaire devant faire l'objet d'interventions en priorité;
- susciter et soutenir la participation des propriétaires, des locataires et des intervenants locaux dans l'ensemble du projet;
- identifier et implanter les solutions techniques de moindre coût permettant de corriger les problèmes d'humidité et autres problèmes de salubrité associés à ces bâtiments;
- identifier et effectuer les demandes de financement pour les travaux de correction, en priorité pour les plus démunis;
- organiser un réseau d'entraide afin de supporter les propriétaires dans la rénovation de leur habitation;
- favoriser la création d'emplois liée à l'aménagement et l'aménagement;
- amener les occupants à contribuer par leur comportement à maintenir la salubrité et la qualité de l'air intérieur des logements;
- offrir des services sociaux et de santé adaptés aux besoins spécifiques des personnes vivant des problèmes associés à la salubrité/qualité de l'air intérieur du logement ;
- implanter des mesures permettant de limiter les impacts négatifs des rénovations sur l'accessibilité au logement;

- faire des recommandations aux autorités concernées quant à l'état général du parc de logements et à l'environnement général du quartier (liens avec les projets Villes et villages en santé).

4- Nature de l'intervention

Le projet *Salubrité des habitations avec cave en terre battue* est une des composantes des activités du PRAQ. En effet, depuis sa création il y a trois ans, la mission de la corporation PARTENAIRES POUR LA REVITALISATION DES ANCIENS QUARTIERS de Salaberry-de-Valleyfield est d'intégrer les principes de développement durable aux enjeux du développement urbain (soutien communautaire aux écoles et aux familles, vie communautaire, aménagement, emploi et logement).

Les partenaires voulaient sensibiliser et mobiliser les propriétaires et les locataires en inspectant 90 résidences (vide sanitaire et l'ensemble du bâtiment) tout en tenant compte des habitudes de vie des occupants, Cette enquête aura mené à l'élaboration d'un programme municipale de rénovation plus adapté. Mieux encore, PRAQ veut mettre en place différentes solutions améliorant l'habitat, à la portée de la clientèle (système de troc, prêt d'équipement, groupe d'entraide, etc.). Des actions sont aussi entreprises avec le Comité Logement de Valleyfield afin de favoriser davantage la mise en place de logements sociaux. La solution de problèmes concrets (la rénovation proprement dite) devait être combinée avec des mesures d'insertion de gens sans-emploi.

Phases	Principes	Moyens d'intervention
<i>Pré implantation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier la réceptivité (recevabilité) du projet de revitalisation auprès des propriétaires et des locataires du Quartier Nord et des impacts positifs ou négatifs d'une telle intervention; • Adapter le projet aux résultats de cette démarche; • Faire connaître le projet dans la communauté et susciter sa participation au projet et à un groupe de résidents volontaires (accompagnateurs et mobilisateurs); • Structurer le réseau d'entraide; • Identifier les programmes de soutien financiers aux propriétaires et toutes autres sources de financement (institutions financières locales) pour les chantiers de rénovation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de deux focus groupes, l'un avec des propriétaires, l'autre avec des locataires; • Développement de stratégies d'intervention et de communication adaptées à la communauté; • Conception du réseau d'entraide, de ses modalités d'application; ententes avec des acteurs locaux (commerçants, entrepreneurs, institution financière); • Recherche des programmes d'aide financière disponibles ou démarches auprès des instances concernées pour la mise en place d'un programme spécifique à la clientèle visée; sensibilisation et mobilisation des institutions financières locales pour la mise en place de modalités financières facilitant.
<i>Pré</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer une démarche 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des listes disponibles d'habitations du

<i>inspection</i>	<p>permettant d'identifier et de prioriser les habitations avec vide sanitaire (HVS) dans le Quartier Nord pouvant présenter un potentiel de détérioration de la qualité de l'air et un impact négatif sur la santé de ses occupants;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Obtenir le consentement des propriétaires et occupants de 50 HVS à collaborer au projet d'inspection; • Former les recruteurs issus de la communauté; • Identifier les divers types de solutions techniques de moindre coût; • Identifier les stratégies efficaces favorisant les changements de comportements; 	<p>secteur et au besoin visite du secteur à l'étude;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définition de critères de présélection d'après l'expérience de la phase pré implantation et de la littérature permettant d'identifier quelles HVS pourraient présenter un problème affectant la santé des occupants; • Conception de l'outil de cueillette de données (questionnaire de présélection) pour priorisation des HVS; • Élaboration d'un code d'éthique et d'une de formule de consentement précisant les responsabilités mutuelles et conditions de participation ; • Formation des recruteurs issus de la communauté sur des aspects de santé et sur les composantes à rechercher lors des visites de présélection; formation du (des) inspecteur(s) sur les aspects précédemment cités et sur les solutions qui peuvent être apportées; • Recrutement des ménages et préalablement, entente avec les propriétaires des immeubles présélectionnés (si propriétaire non occupant). Pour les édifices à logement, différentes démarches devront être entreprises selon la réponse des propriétaires et des locataires; Administrer le questionnaire de présélection; • Priorisation des HVS (sélection des 50 HVS) en fonction du niveau de détérioration, des effets perçus sur la santé des occupants, de la collaboration entre propriétaires/locataires (s'il y a lieu), etc.; • Identification de solutions techniques pouvant corriger les problématiques des HVS et élaboration d'outils de support technique pour l'aide à la rénovation par les propriétaires; • Élaborer des outils et des activités communautaires visant à supporter les occupants dans les changements de comportements contribuant à améliorer la QAI et leur santé.
<i>Inspection</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les problématiques environnementales et comportementales contribuant à la détérioration de la QAI des 50 HVS sélectionnés; • Élaborer les plans d'actions personnalisés; • Établir un réseau de références santé et sociales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Inspection des HVS et administration d'un court questionnaire santé/comportements auprès d'un occupant adulte du ménage; • Analyse individuelle des résultats de l'inspection et analyse des comportements des ménages occupants pouvant contribuer à la détérioration de la QAI; • Réalisation, en interdisciplinaire, d'un plan d'action personnalisé pour chaque HVS, leurs propriétaires et les ménages occupants (le plan d'action englobera les améliorations/rénovation à apporter au bâtiment, les comportements à modifier ou à développer, les problématiques santé qui méritent une référence à des intervenants externes, ou d'autres problématiques particulières qui demandent soutien ou prise en charge par les partenaires du PRAQ).

<i>Diffusion des solutions</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les propriétaires et les ménages occupants du plan d'action proposé, l'adapter au besoin et obtenir leur implication dans l'implantation des actions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation des résultats d'inspection à chaque propriétaire et le plan d'action proposé pour l'amélioration de son HVS (solutions techniques de moindres coûts); • Orientation et soutien du propriétaire dans ses démarches auprès du réseau d'entraide ou des programmes d'aide financière; • Information aux ménages occupants des résultats de l'analyse des comportements, les outiller en conséquence (solutions comportementales), et les inciter à participer à des activités communautaires d'information/formation (les recommandations et les solutions proposées pourraient être adaptées à l'étape de prise de conscience des occupants et des propriétaires selon le modèle de Catania) (Annexe 3); • Devant des situations complexes, orientation des propriétaires ou les ménages occupants vers les ressources externes appropriées et le cas échéant, demander une prise en charge spécialisée par ces ressources (CLSC, MD, RLQ, municipalité, etc.).
<i>Rénovation</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la salubrité des HVS problématiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les interventions de rénovation peuvent être entreprises directement par le propriétaire, i.e. qu'il pourra entreprendre avec ses propres moyens et ressources techniques les correctifs suggérés, avec ou sans le réseau d'entraide. Aussi, les interventions pourront, après entente avec le PRAQ et le propriétaire, être réalisées, en totalité ou en partie, par l'équipe de rénovateurs du projet; • Définir les modalités et les conditions de support aux propriétaires; • Planifier les chantiers de rénovation; • Établir les ententes avec les fournisseurs de matériaux et les rénovateurs professionnels du réseau d'entraide; • Apporter les correctifs identifiés dans le plan d'action personnalisé.
<i>Post-intervention et renforcement</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le niveau d'implantation des recommandations de type environnementale ou comportementale auprès des ménages occupants et des propriétaires de HVS problématiques; • Faire un bilan des interventions, des stratégies déployées et du niveau d'atteinte des objectifs fixés; • Identifier les modifications à apporter pour la poursuite du projet; • Adapter le projet en fonction des résultats antérieurs; 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontre individuelle des participants afin d'administrer un court questionnaire d'implantation des mesures correctrices et procéder au besoin à une inspection sommaire de l'HVS; • Ceux et celles qui ont eu du succès dans la réalisation de solutions seraient invités à présenter aux autres membres de la communauté; • Production d'un rapport d'étape et tracer un portrait du parc de logement dans le quartier Nord; • Analyse et modification du plan de travail et les outils des années antérieures; • Diffusion d'outils de communication; • Rencontre des citoyens des anciens quartiers; • Formation d'un groupe mobilisateur; • Rencontre des acteurs locaux; • Rédaction des modalités de fonctionnement; • Demandes d'aide financière à plusieurs niveaux;

	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les HVS des quartiers Bellerive et Ste-Cécile; • Susciter la participation de la population et de groupe de résidents volontaires; • Recenser les opportunités de mettre en place un réseau d'entraide; • Identifier toutes sources de financement possibles pour la rénovation; • Développer le programme de subventions municipales; • Recherche d'autres initiatives similaires et documentation; • Conclure avec la Ville la gestion du programme de subvention par le PRAQ; • Préparer un document synthèse de la problématique de la première année. 	<ul style="list-style-type: none"> • Appel et visite de Villes similaires; • Négociation avec la Ville; • Rédaction des modalités; • Recrutement du personnel; • Mise en place du programme; • Document synthèse de la problématique; • Document synthèse de l'évaluation.
--	--	---

5- Intrants

- Le comité des caves en terre battue :
- Carol Légaré, Urbanisme Ville de Valleyfield
- Jean Tremblay, CLSC Seigneurie de Beauharnois
- Denise Lacourcière, CLSC Seigneurie de Beauharnois
- Louis Jacques, Direction de la Santé Publique
- Élisabeth Masson, Direction de la Santé Publique
- Rollande Allard, Direction de la Santé Publique
- Diane Langlois, Direction de la Santé Publique
- Christian Langlois, Direction de la Santé Publique
- Caroline Desbiens, Société d'Habitation du Québec
- Agnès Gatignol, Société d'Habitation du Québec
- Manon Leduc, Groupe de Ressource Technique du Sud-Ouest
- Allan Gaudreault, Consultant en habitation et développement communautaire
- Guilaine Pouliot, Comité Logement Valleyfield
- Nathalie Leroux, Jean-Sébastien Talbot et Julie Bergevin, PRAQ

Résumons **le partenariat** en détaillant la contribution des principaux partenaires (excluant le projet le Phare – logement social avec service pour familles monoparentale; excluant le Comité Crise logement).

Nom complet du Ministère ou de l'organisme	Contribution (prêt de local, expertise, argent...)	Montants \$ (Compléter s'il y a lieu)
Direction de la santé publique Longueuil	Expertise 4 experts de différents niveaux pendant 3 ans	Plus de 25 000 \$
Direction de la santé publique Longueuil	Argent	1 000.00 \$
Société d'habitation du Québec	1 expert pendant 3 ans + 1 expert sur demande	Plus 10 500 \$
CLSC	1 expert pendant 3 ans + matériels au besoin	Plus de 15 000 \$
Comité Logement de Valleyfield	1 expert pendant 2 ans	Près de 5 000 \$
Groupe de ressources techniques du surôit	1 expert pendant 3 ans	Plus de 6 500 \$
Service d'urbanisme de la ville de Salaberry-de-Valleyfield	1 expert pendant 3 ans + inspection et formation sur demande	Plus de 15 000 \$
Service récréatif et communautaire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield	Prêt de local, ligne téléphonique, ligne de fax, photocopie, frais postaux, secrétariat lors de manque de personnel (pendant 3 ans)	Plus de 30 000 \$

Nous avons tenter d'évaluer le nombre total de personnes qui ont donné du temps au projet au cours de la période de référence, ainsi que le nombre total d'heures que ce temps représente. Voici le portrait du **bénévolat** qui en résulte :

Provenance des heures données	Nombre total de <u>personnes</u>	Nombre total <u>heures</u>	Type de bénévolat (qu'ont-ils fait ?)
Temps donné par des bénévoles participants au projet	90 Propriétaires, pour la plupart accompagnés de leur conjoint (es)	De 2 heures à 20 heures selon la participation de chacun	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Présent pour l'inspection ➤ Présent pour les questionnaires santé ➤ Présent lors de réunion ➤ Présent lors de séance du conseil de ville ➤ Présent pour diverses évaluations
Temps donné par du personnel d'organismes partenaires	Les organismes qui ont donnés du temps sont mes partenaires depuis 3 ans	Voir grille partenariat	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Recension de la problématique ➤ Analyse des données ➤ Présentation des pistes de solutions ➤ Montage du projet caves en terre battue (1ere solutions) ➤ Montage du projet programme de subvention (2^e solutions) ➤ Montage du projet société

			<p>acheteuse pour logement à prix abordable (3^e solutions)</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Support pour dossier crise du logement (4^e solutions) ➤ Support pour dossier amélioration de l'architecture dans les anciens quartiers (5^e solutions) ➤ Support divers tout au long des 3 dernières années et aucun de ces organismes compte cesser ses opérations avec le PRAQ prochainement.
S'il y a lieu, autres personnes ayant donné du temps au projet SVP, veuillez préciser :	Les employés du PRAQ des autres volets ont portés mains fortes à maintes reprises pour garantir le succès des divers dossiers ou activités		<ul style="list-style-type: none"> ➤

6- Activités de production

Ce volet a nécessité plus de 90 heures en porte-à-porte, une présence remarquée dans les médias locaux, la tenue d'assemblées de propriétaires, des centaines d'appels téléphoniques, la fabrication d'affiches et de dépliants (humidité excessive liée aux caves en terre battue, recherche d'un logement de qualité, l'organisation de 4 focus groupes avec des locataires, des propriétaires et des agents d'immeubles, des rencontres individuelles avec une trentaine de propriétaires (les facteurs affectant la qualité de l'air intérieure en fonction de l'état du bâtiment, et des comportements occupants). PRAQ a régulièrement diffusé des documents jusque là méconnus par la population ciblée, en plus d'offrir des formations aux locataires sur l'économie d'énergie.

Activités réalisées du volet logement

Domaine d'activités	ACTIVITÉS
A. Coordination du projet et du personnel technique	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement d'une firme d'architectes; • Contrats de service (évaluation, projets de développement); • Recherches de financement et représentations; • Embauche d'un inspecteur en bâtiment.
B. Conception d'outils de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'outils de collecte des données, un premier portant sur l'inspection des bâtiments réalisé par la firme d'architectes, un deuxième portant sur l'état de santé et les habitudes de vie des résidants réalisé par la DSP . Grille et questionnaire pour identifier les problèmes (structure de l'habitation et comportements, en lien avec la salubrité et la qualité de l'air intérieur); • Rencontre avec les locataires pour tester les outils; • Élaboration d'un projet de vidéo, rencontre de la Télé communautaire locale.
C. Inspections	<ul style="list-style-type: none"> • 1^{ère} vague d'inspection de 50 résidences (terminées le 29 mai 2003) : identification des problèmes de structure de l'habitation (vide sanitaire et l'ensemble du bâtiment)

	<p>ainsi que sur les comportements des occupants du logement, en lien avec la salubrité et la qualité de l'air intérieur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2^{ème} vague d'inspection de 40 résidences
D. Amorce de la mise en place d'un réseau	<ul style="list-style-type: none"> • Dépôt de projets de subvention pour des projets d'insertion (pour l'objectif complémentaire de contribuer à la création d'emplois dans le quartier) • Contacts réalisés auprès des Caisses populaires Desjardins et de certains commerçants (BMR, etc.) pour groupe d'achat, etc. • Recherche d'expériences équivalentes (et outils et mesures) à celle du PRAQ (SARP du Saguenay, Régies des quartiers en France, Collectif d'aménagement d'Hochelaga Maisonneuve, Habitat for Humanities, etc.).
E. Analyse de la problématique et compilation des données	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres des propriétaires et des locataires dans le cadre de deux « focus groups » : vérification des connaissances de la population notamment des liens entre la santé et la salubrité des logements; identification des attentes et des perceptions de la population face au projet; <ul style="list-style-type: none"> - groupe de propriétaires (9 personnes); - groupe de locataires (7 personnes). • Recensement des habitations problématiques et constitution d'un dossier par inspection (bilan de la bâtisse, bilan de santé des occupants). • Focus group avec 8 agents d'immeubles. • Cueillette de données connexes (incendies, assurances, etc.) et autres documents • Rapports (recherche, rédaction et diffusion) <ul style="list-style-type: none"> - Santé et salubrité de l'habitation dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (février 2004) - Guide « conseils » d'entretien et d'amélioration durable à prix abordable (janvier 2005) - Fiches solutions pour une meilleure qualité de l'air intérieur, des logements de qualité plus nombreux respectant la capacité de payer des ménages à faible revenu dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (mars 2005) • Participation à un colloque sur le développement durable à Saint-Hyacinthe le 17 mars 2005. Le but de cette participation était d'en apprendre plus sur le sujet et d'en appliquer des parties dans l'organisme PRAQ.
F. Propositions de modernisation du stock de logement	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'action misant sur la recherche et la mise en place de solutions adaptées est proposé aux occupants et aux propriétaires; • Projet intersectoriel de réaliser 14 unités de logement social avec service pour familles monoparentales (Le Phare); • Rencontres (22 septembre 2003, décembre 2004 et en février 2004 une confirmation pour le programme Rénovation Québec) avec la ville (élus, service d'urbanisme) pour la définition d'un nouveau programme de rénovation et la participation financière de la ville, sur la possibilité que la gestion de celui-ci soit confiée au PRAQ. • Conception d'un plan stratégique de travail visant une plus grande implication de la ville dans le dossier compte tenu de ses engagements initiaux. • Projet de société acheteuse; Deux demandes de financement en décembre 2004 à la SCHL (20 000\$) et à la SHQ (10 000\$) pour la réalisation d'un étude de faisabilité pour créer du logement à prix abordables. Nous avons une réponse positive de la SCHL et en attente pour la SHQ. • Recrutement d'un entrepreneur local disposé à encadrer un projet d'insertion. • Recensement des types de solutions techniques et des stratégies comportementales. • Rédaction d'un guide « conseils d'entretien et amélioration durable à prix abordable » avec l'aide de collaborateurs distribué à la rencontre du 23 mars 2005 (travail fait avec la participation des organismes suivants : SHQ, municipalité, DSP); • Identification des programmes et des services existants pour venir en aide aux personnes présentant un problème d'asthme ou un comportement tabagique; • Élaboration d'outils et réalisation d'une activité pour supporter les occupants dans les changements de comportements contribuant à l'amélioration de la qualité de l'air

	<ul style="list-style-type: none"> intérieur et de leur santé; • Diffusion d'un rapport préliminaire précisant les interventions futures (100 exemplaires) • Production des rapports synthèses des inspections par la DSP et le PRAQ • 2 Rencontres en mars 2005 avec des propriétaires pour un focus groupe et une soirée d'information au sujet de la subvention Rénovation Québec. • contact avec l'entreprise BMR pour voir si il y aurait possibilité que nos propriétaires obtiennent un pourcentage de rabais lors de la mise en place du programme de subvention;
G. Recherches d'autres fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Sollicitation de commerce (Matériaux Miron BMR) afin de réduire le prix de matériaux de construction; • Rencontre (23 octobre 2004) d'une caisse populaire pour qu'elle offre soit une réduction du taux pour les prêts ou en amortissant ce prêt sur une période plus longue pour combler la participation de la ville (qui est toujours remboursée sur 3 ans aux propriétaires); • Demandes de financements (CLE, secrétariat aux affaires inter-gouvernementales, plusieurs à la SHQ, SCHL, DRHC); • Présentation d'autres demandes de financement pour embaucher une équipe de rénovateurs apprentis (CLE, DRHC);
H. Stimulation de la participation	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement par porte-à-porte (90 heures) et relances téléphoniques • Trois assemblées : <ul style="list-style-type: none"> - 22 octobre 2003 (23 propriétaires) en présence de la Ville, d'Hydro Québec du CLSC, de la DSP, de la SHQ, du PRAQ. Informations générales et rencontres individuelles; Remise d'une pochette d'information (9 fiches techniques portant sur le chauffage, les moisissures, la poussière et les acariens, etc.) et envoi de documents gouvernementaux; présentation des aspects suivants : bilan de l'état des bâtiments; bilan de l'état de santé et des habitudes de vie des occupants; rencontres individuelles des propriétaires avec l'un ou l'autre des spécialistes en habitation (SHQ, municipalité, firme d'architecte) présents à la réunion concernant les plans d'action individualisés; - 18 octobre 2004 (21 propriétaires sur place sur 40 visités) : bilan des actions, présentation des services de Nature Action, mise sur pied d'un comité de propriétaires; - 23 mars 2005 (50 propriétaires environ). Sur place, on a abordé plusieurs sujets (en groupe et sur une base individuelle) : une infirmière du CLSC pour l'abandon du tabagisme; un architecte de la SHQ qui a donné une formation d'entretien préventif; un technicien en architecture qui a donné une formation sur la rénovation durable à prix abordable; trois architectes étaient sur place pour des rencontres personnalisées afin d'expliquer le rapport d'inspection de leur bâtiment; un rapport de santé et habitudes de vie préparée par la DSP a été remis également dans le rapport d'inspection; la SHQ a remis à chaque propriétaire un guide d'entretien préventif; le PRAQ a remis son guide de conseils d'entretien et améliorations durable à prix abordable; Il a expliqué le fonctionnement de la prochaine subvention pour les rénovations. • Pour les personnes absentes à ces soirées d'information, l'envoi des plans d'action personnalisés par la poste et une invitation à communiquer avec l'inspecteur en bâtiment de la municipalité concernant les aspects techniques liés aux travaux de rénovation suggéré pour leur bâtiment. • Élaboration d'activités d'éducation populaire destinées aux propriétaires portant sur les rénovations et l'entretien préventif. • Accompagnement de propriétaires (voulant écrire une lettre, assister aux séances du conseil de ville, etc.) • Participation aux réunions du conseil d'administration du CLV une fois par mois.
I. Amélioration de	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration du CLSC afin de mettre sur pied des services adaptés à cette clientèle,

<p>la santé des occupants</p>	<p>en particulier concernant le suivi des personnes éprouvant des problèmes de santé tel que l'asthme (formation de professionnel, démarche afin de remettre sur pied la clinique d'enseignement sur l'asthme) ou des habitudes tabagiques (mise en place de la clinique d'aide à cesser de fumer). Mise à la disposition des résidants fumeurs d'un dépliant adapté pour cette clientèle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse individuelle des HVS concernant l'état des bâtiments et les comportements des occupants en matière d'habitudes de vie. • Production de plans d'action personnalisés pour chaque HVS, leurs propriétaires et les ménages occupants au regard des problématiques environnementales contribuant à la détérioration de la qualité de l'air intérieur des bâtiments sélectionnés. • Rencontres des propriétaires, suivis téléphoniques • Envoi de formulaire d'inscription pour le service gratuit de Nature Action consistant à l'amélioration du logement via l'économie d'énergie et l'isolation intérieur. • Un atelier Réparation Chauffage au comité logement de Valleyfield le 20 octobre 2004. 12 personnes ont assisté à la rencontre • Ébauche d'un programme de formation sur la qualité de l'air intérieur : proposition de la DSP avec la collaboration du CLSC Seigneurie de Beauharnois. • Dans le cadre d'une réunion des propriétaires, le 22 octobre 2003, portant sur les résultats des inspections, un éventail de comportements sains ont été suggérés pour améliorer la qualité de l'air intérieur des logements. (même chose le 23 mars 2005)
<p>J. Communication, promotion et représentations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'une stratégie de communication et conception et distribution des outils (affiche, dépliant, accroche porte); • Cocktail de PRAQ (et présentation de l'ensemble de ses volets à plus de 50 partenaires présents) • Participation à la conception d'un site Web; • Participation à l'élaboration du Plan d'action locale en santé publique du CLSC (cible environnementale); • Rencontres SHQ (notamment lors du colloque sur la qualité de l'air intérieur organisé dans le cadre des Journées annuelles de la santé publique du Québec; rencontre de messieurs Trudel et Renaud à la suite de la publication du rapport Santé et salubrité de l'habitation dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield, date) • Participation au comité « crise du logement » (6 rencontres pour rédiger un plan d'action et répondre à la situation qui a eu lieu en juillet et août 2004) • Validation d'un dépliant d'information sur le projet dans le cadre d'un « focus group » auprès de six locataires; 300 dépliants produits et diffusés; • Production de nombreux outils d'information adressés aux citoyens, soit : <ul style="list-style-type: none"> (6) communiqués de presse concernant : <ul style="list-style-type: none"> - la problématique des caves en terre battue; - l'aide que le PRAQ souhaite apporter; - un appel à la population pour recruter des participants aux inspections; - les étapes de réalisation dans le projet; - un bilan des activités d'inspection; - l'implication de la municipalité et les limites de son engagement. • (1) affiche produite et diffusée dans les commerces pour solliciter la participation des résidants; • (1) accroche porte dans toutes les résidences du quartier afin d'inciter les citoyens à participer au projet d'inspection; • Contact avec la télévision communautaire (projets vidéo); • (3) communiqué de presse en 2005 pour l'inscription aux inspections, de plus, nous avons fait des annonces à la radio locale et à la télévision communautaire. Le répertoire d'appel créer l'an passé a été utilisé à 100 %; • (4) lettres aux propriétaires pour les informer de la procédure d'inspection de leur résidence, des limites financières de la municipalité, de la tenue d'une soirée

	<p>d'information sur l'état de développement du dossier et d'un suivi du projet au regard des prochaines étapes de réalisation;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à la disposition des résidants des fiches d'information sur l'amélioration de la qualité de l'air intérieur, un dépliant du MSSS concernant les moisissures ainsi que divers guides renseignant sur les méthodes d'économie d'énergie produits par Ressources naturelles Canada.
K. Évaluation	<p>Pour obtenir un résultat optimal un sous-comité d'évaluation a été créer en janvier 2005 Nous avons donc joint à ce comité les personnes suivantes : Allan Gaudreault – évaluateur; Vilmont Thériault – évaluateur; Monique Chagnon – représentante de la ville de Salaberry-de-Valleyfield; Serge Poirier – représentant commission scolaire; Christian Viens – représentant de la DSP; Jean Tremblay – organisateur communautaire; Julie Bergevin – Coordonnatrice PRAQ; Nathalie Leroux – chargée de projet volet logement PRAQ; Catherine Kammer-Mayer – chargée de projet volet scolaire PRAQ.</p> <p>Des rencontres du comité d'évaluation ont eu lieu le 4 février et le 21 mars dernier. Entre temps, les évaluateurs ont procédé aux entrevues et complété la cueillette de documents.</p> <p>Cueillette de données (entrevues, grille, etc.). Dans ce cadre, un focus group a été organisé par le CLSC et le PRAQ, le 15 mars, avec quelques propriétaires (7) pour évaluer la démarche et les attentes des propriétaires vis-à-vis les démarches qui ont eu lieu jusqu'à présent ainsi que celles à venir.</p>

7- Extrants

Les produits palpables sont très nombreux. Parmi ceux-ci, notons :

- Les 90 inspections d'habitation possédant une cave en terre battue (débouchant sur 90 rapports d'identification des améliorations à apporter aux bâtiments; 90 rapports d'identification des améliorations à apporter aux habitudes de vie des occupants.
- Trois soirées d'information générale et individuelle pour les 90 propriétaires (un taux de participation de 50%. Avec l'envoi de documents aux propriétaires absents, on a rejoint la population cible à 100%).
- L'application réussie du programme de Nature- Action. Plus de 40 familles à faible revenu ont profiter en 2004 du et que le programme se continuera en 2005 jusqu'en avril. La contribution de PRAQ en la matière est évidente. PRAQ a rendu accessible aux propriétaires et aux locataires ce services jadis méconnu et a permis d'augmenter le nombre de participants de 800 % par rapport à l'an dernier (en 2003, Nature Action avait réussi à faire seulement 5 intervention à Valleyfield).
- Dix propriétaires se sont présentés à la séance du conseil de ville du 14 décembre 2004 qui annonçait le budget municipal pour l'année 2005. Deux d'entre eux ont réussi à poser des questions et faire en sorte de sensibiliser les élus à l'option d'un règlement d'emprunt qui aura lieu en janvier prochain selon les décideurs municipaux. Également, lors d'une autre séance du 21 décembre 2004, un propriétaire a été demandé l'état d'avancement du dossier. Plus de 10 propriétaires étaient présents. Auparavant, pour la séance du conseil de ville du

19 octobre 2004, 6 propriétaires sont venus appuyer le PRAQ et poser des questions au conseil de ville. Un propriétaire a écrit une lettre concernant l'importance de l'implication l'a remis en main propre au maire de Valleyfield. Un autre propriétaire, suite à l'annonce des budgets 2005 voté par les élus a fait une entrevue avec les journaux à titre de propriétaire mécontent qui soutient le PRAQ et qui demande plus à la ville.

La production de plusieurs rapports (nécessitant un important travail de recherche, de rédaction et de diffusion) :

- Santé et salubrité de l'habitation dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (février 2004) s'appuyant sur de nombreuses documents, (3) interviews téléphoniques avec des compagnies d'assurances, (3) rencontres avec 8 agents immobiliers, (1) interview téléphonique avec le service de sécurité incendie de Valleyfield. (100 de diffusés)
- Guide « conseils » d'entretien et d'amélioration durable à prix abordable (janvier 2005). Cette production du guide d'amélioration et de rénovation à prix abordable, la SHQ ayant décidé de défrayer tous les coûts d'impression et de l'imprimer à plus de 125 exemplaires.
- Fiches solutions pour une meilleure qualité de l'air intérieur, des logements de qualité plus nombreux respectant la capacité de payer des ménages à faible revenu dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (mars 2005). (60 de diffusés)

Par ailleurs, la direction de la santé publique de la Montérégie a effectué une évaluation des interventions de l'année 2003 à l'aide de stagiaires et a transmis les résultats aux évaluateurs du PRAQ. La DSP et le CLSC ont vu à la formation à 5 infirmières du CLSC par la DSP sur les liens sur la santé pour les médecins de la région est en planification par la DSP (contenu et document disponibles). De nombreux outils de travail ont été conçus dans le cadre de l'initiative de PRAQ (par PRAQ lui-même, conjointement par la Ville et la DSP, par le CLSC, par la DSP, etc.).

Une revue de presse témoigne d'une grande visibilité relative la qualité des habitations et de l'importance de rénover. Cet effort a permis de constater une augmentation de la visibilité sur un sujet qui ne faisait pas parler de lui auparavant.

En ce qui a trait au financement, voici des informations essentielles :

Organisme	Demande	résultat
SHQ	Recherche en habitation (2004); Développement d'outils de support technique (2004); Impression du guide à 125 exemplaires (2005); Projet société acheteuse et de gestion (2005)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1000\$ pour développer des outils de support technique d'aide à la rénovation; ➤ 1500\$ pour l'impression du guide produit par la chargée de projet et autres partenaires (impression fait chez eux);
Hydro-Québec	Mesures facilitant la rénovation et amélioration des propriétés avec	➤

	cave en terre battue (2004)	
6 compagnies pharmaceutiques	Soutien financier pour l'amélioration de la qualité de l'air intérieur des résidents à la prise avec des problèmes d'asthme (2004)	➤
RONA	Projet d'aide à la rénovation (2005)	
DSP	Réalisation de deux rencontres importantes (2005)	➤ 1000\$ pour la réalisation de deux rencontres importantes pour les propriétaires ainsi que des formations données le soir même
SCHL	Financement initial du projet de société acheteuse et de gestion (2005)	➤ 20 000\$ pour l'étude de faisabilité de mise sur pied d'un organisme qui gèrerait, acquerrait, construirait ou rénoverait des logements à prix abordable
Ville		➤ 100 000\$, comme agence de livraison, pour le Programme de Rénovation Québec 2005-2006
Caisse		➤ La Caisse populaire Desjardins a été rencontrée également pour un financement particulier et un taux préférentiel pour propriétaires moins nantis.

8- Retombées non prévues du projet

PRAQ a contribué à...

- L'insertion dans le PAL de la démarche de PRAQ en ce qui a trait la qualité de l'air intérieur;
- Une présentation sur les réalités des ménages propriétaires des quartiers anciens pour sensibiliser les employés du service de recouvrement d'Hydro-Québec à Valleyfield. En effet, une propriétaire travaillant chez Hydro-Québec au bureau de Valleyfield s'est donnée le mandat de sensibiliser les autres employés du service de recouvrement à la problématique reliée aux caves en terre battue. Elle a donc préparé une présentation orale à l'aide de la chargée de projet du volet logement et l'a présenté seule en réunion d'équipe. Sa responsable a bien accueillie son implication et surtout sa volonté d'aider encore plus les clients en apportant des nouvelles données aux personnels du bureau;
- La mise en place d'un comité de propriétaires du quartier nord soucieux de préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti (articles dans les journaux, rencontres, liens avec l'écomusée local, recherche). Des citoyens se sont mobilisé et ont demandé l'aide du PRAQ pour monter un comité qui a pour but de sensibiliser la ville et la population à l'architecture de son quartier pour éviter que de nouvelles construction ultra moderne viennent gâcher le style et l'architecture du quartier;

- La chargée de projet du volet logement a été invitée par la Ville à joindre depuis 2 ans le comité crise du logement pour son expertise au niveau du logement reconnu par la Ville de Salaberry-de-Valleyfield;
- Le PRAQ continue l'implication au sein de l'organisme Comité Logement et du soutien au sein de son conseil d'administration. Cet organisme a enfin été remis sur pied et travaillera dorénavant en collaboration avec le PRAQ sur plusieurs aspects problématiques et solutions au niveau de la quantité de logement social, la qualité et la salubrité des logements à Salaberry-de-Valleyfield.

Cette entente est survenue non après une demande du PRAQ envers la ville mais bien après le constat par la ville de l'expertise acquise au PRAQ dans ce domaine. Ce constat a donc mené la ville à proposer au PRAQ de gérer ce dossier à la place de la firme d'architecte comme il s'est toujours produit dans le passé. Le PRAQ est d'ailleurs le premier organisme communautaire à avoir le privilège de gérer ce type de dossier.

9- Effets

L'objectif d'identification des problèmes environnementaux et comportementaux contribuant à la détérioration de la qualité de l'air intérieur a été atteint. L'objectif d'informer les propriétaires et les ménages occupants du plan d'action proposé pour chacun d'eux a été atteint. La participation de la communauté et la concertation des acteurs au sein d'une seule et même approche ont été atteintes.

a) du côté des propriétaires et locataires

Toutes les personnes rejointes lors des visites d'inspection ont manifesté une ouverture pour faire visiter leur logement et collaborer à la collecte des données.

On note une ouverture des citoyens vis-à-vis les activités proposées dans le projet telles que :

- être informé pour améliorer leur habitation;
- répondre à des questionnaires d'enquête;
- recevoir les personnes désignées pour inspecter les bâtiments et les logements;
- collaborer aux travaux de rénovations.

Les ménages touchés par les problèmes d'insalubrité ont participé de plus en plus activement à la résolution des problèmes en contribuant au développement des actions collectives et en adoptant des comportements appropriés favorisant une saine qualité de l'air intérieur.

La participation des citoyens dans différents comités du PRAQ pour la revitalisation de quartier, de santé et habitude de vie s'est donc finalement développée au cours de la dernière année. Comme vous le constaterez, les citoyens sont heureux de participer à une telle démarche. Bien entendu, la participation fluctue d'une propriétaire à un autre, mais il est indéniable que la participation est plus importante qu'au départ. Cela démontre que la sensibilisation de la population est un travail à long terme. Nous pouvons clairement voir que l'implication et l'empowerment des propriétaires sont de plus en plus présentes et que le travail ardu du PRAQ est récompensés par ses actions. La participation des propriétaires s'est donc développée grâce aux interventions de

PRAQ. La présence accrue des propriétaires aux activités témoigne de leur intérêt à ce que la situation s'améliore. Plusieurs se sont impliqués activement. Pensons entre autres à une propriétaire qui s'est même engagée à sensibiliser son employeur sur la problématique. Parmi les six réunis, 5 propriétaires ont pris part à une ou l'autres des assemblées de PRAQ. Les propriétaires rencontrés sont satisfaits du temps qu'il ont investi dans la démarche. Cela dit, les propriétaires s'entendent pour dire qu'on « *aurait pu aller plus souvent au conseil de ville* ».

On constate le développement de connaissances chez les citoyens quant aux liens entre les caves en terre battue et l'humidité excessive présente dans les résidences ainsi que les problèmes de santé qu'elle engendre. Pour au moins 3 proprios rencontrés lors d'un focus group, PRAQ ont été à leur faire prendre conscience de problèmes. « *Je les ai faites. S'ils ne me l'avaient pas dit...je n'étais pas au courant* ». Un propriétaire précise que la contribution de PRAQ est allée jusqu'à sa conscientisation par rapport à la santé publique (comprendre les effets chez un enfant des moisissures, problème qu'on néglige si on n'est pas informés). « *On a mis un frein à ça!* ».

Ils ont un plus grand accès aux ressources. Ainsi, grâce à PRAQ, les ménages à faible revenu ont la possibilité d'obtenir les conseils de conseillers en économie de chauffage et économie d'énergie. Au besoin, un technicien qui changera les seuils de porte, les pommes de douche etc. Ils installent également du calfeutrage et des coupes-froids avant que le froid arrive. Les activités de l'inspecteur en bâtiment ont permis de répondre aux questions des nombreux propriétaires pour des conseils de rénovations. Ces services n'existaient pas avant l'intervention de PRAQ. Par exemple, un a reçu des thermostats électroniques (en provenance de Nature Action), un autre a eu des bons conseils pour passer aux actes et rénové la cave en terre battue, *car « c'était une urgence »*. Le soutien offert par PRAQ lui a « *enlevé un poids sur les épaules* [quand il a acheté une maison avec un cave en terre battue, il avait l'impression qu'il s'était « fait fourrer »]. *Je me suis dit que ce n'était peut-être pas un bon immeuble mais il y a moyen de l'arranger.* »

Les propriétaires ont le sentiment d'avoir été « *beaucoup informés* » par PRAQ. Les informations étaient claires, régulières, motivantes (« *on voyait le suivi* »). Les services de suivi (après l'inspection) fut très apprécié : « *on commençait à douter pour voir si ça aboutissait pis on recevait un courrier* »; « *on voyait qu'on s'occupait de nous autres, on nous envoyait du courrier pour nous dire que c'est pas mort. Savoir que ça continue, on a toujours gardé un espoir* ». Un propriétaire dira par exemple que l'inspection fut pour lui l'occasion de poser directement des questions. On considère avoir reçu de bonnes explications sur le taux d'humidité mais un peu moins sur les moyens de la réduire.

Certains propriétaires ont apporté de leur propre initiative des correctifs à leur bâtiment. Les propriétaires et locataires rencontrés lors des visites d'inspection ont mis en pratique les recommandations visant à modifier certains comportements pouvant avoir un impact sur la qualité de l'air de leur habitation. Par ailleurs, on note que certains ménages rencontrés ont pris connaissance que leurs comportements pouvaient nuire à la santé : usage du tabac, utilisation de ventilateurs d'extraction au charbon de bois, etc.;

La participation des citoyens s'est manifestée à toutes les étapes du projet réalisées à ce jour. A cet égard, mentionnons la tenue de « focus groups » auprès des propriétaires et des locataires pour connaître leur opinion sur le projet ou sur le contenu d'outils promotionnels, la participation de ces derniers à s'inscrire aux visites d'inspection et à répondre à des questionnaires d'enquête en ce qui a trait à leur santé et leurs habitudes de vie ou encore à se déplacer en grand nombre à une soirée d'information organisée pour les propriétaires afin de leur faire part de leur plan d'action individualisé.

b) du côté des partenaires

La démarche a permis de réunir tous les spécialistes en habitation autour d'une même table. Le PRAQ est heureux d'avoir été l'initiateur de ce comité. Il n'est pas facile de faire admettre à une ville qu'elle a besoin d'aide. Une variété d'acteurs locaux a manifesté un intérêt pour le projet d'intervention.

La ville a demandé l'avis du PRAQ pour concevoir le programme. Elle s'en est inspirée pour apporter plusieurs améliorations en fonction des besoins des propriétaires à faible revenu. Son implication est confirmée en février 2005. La municipalité s'implique dans un programme de soutien financier pour rénover les habitations des quartiers anciens. Engagement de la SHQ à financer, pour un tiers (33 %) des coûts, les travaux de rénovation des bâtiments conditionnellement à la participation financière de la municipalité (33 %) et des propriétaires (33 %). La contribution financière de la SHQ et de la ville pourrait atteindre 90% auprès des propriétaires présentant de faibles revenus. Le programme a finalement été conclut avec plus d'un an de retard.

Le programme de subvention sera mis en route à compter du mois de juillet 2005. Le PRAQ a également reçu le contrat de gestion. Nous pourrions donc aider les propriétaires dans leurs démarches pour le futur programme de rénovations.

Par ailleurs, les commerçants rejoints font preuve d'ouverture en se disant prêts à contribuer au projet selon différentes modalités comme des dons d'équipements, ventes de matériaux au prix coûtant, etc. Les Caisses populaires Desjardins locales ont également manifesté leur intention de financer à un taux préférentiel les propriétaires en processus de rénovation. La collaboration de la municipalité concernant le remboursement des subventions allouées aux propriétaires a facilité la chose.

Du côté du projet LE PHARE (projet de logement social pour jeunes parents mono parentale), on a enfin été accepté par la SHQ après un travail échelonné sur 4 ans. Nous avons participé activement au comité de travail.

Pour mesurer à sa juste valeur le travail de PRAQ, nous vous invitons à prendre connaissance du rapport « Évaluation de l'initiative de PRAQ et de sa pérennité ».

c) du côté de l'approche intersectorielle de PRAQ

Les visites ont permis d'avoir une meilleure compréhension des facteurs qui déterminent la qualité des logements et les capacités d'agir de la communauté en matière d'habitation. L'objectif d'identifier les divers types de solutions pour réduire les

problèmes identifiés a été atteint. À ce propos, nous vous invitons à prendre connaissances du document Fiches solutions pour une meilleure qualité de l'air intérieur, des logements de qualité plus nombreux respectant la capacité de payer des ménages à faible revenu dans les quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (produit en mars 2005). Au delà des rénovations nécessaires, il nous offre un ensemble de solutions qui contribueront à l'amélioration de la santé et du bien-être. Leur implantation reste à faire.

Cela dit, la subvention de Santé Canada a permis le développement d'une expertise. La rencontre de ressources, la collaboration de partenaires, la conception des outils, la lecture de documents spécifiques, des colloques et la réalisation des activités y sont pour quelque chose. La chargée de projet a aussi suivi et réussi une formation en mécanique et prévention du bâtiment. PRAQ a acquis une bonne maîtrise des connaissances relatives à la santé et les habitudes de vie ainsi que sur tout ce qui touche l'humidité, les moisissures et les problèmes d'un bâtiment qui peut causer des problèmes de santé. Il en résulte le développement d'outils promotionnels (dépliant, affiche, accroche porte, lettres d'information, communiqués de presse, etc.) transférables. Ces différentes activités ont certainement été utiles pour faire connaître le projet d'intervention auprès des citoyens des quartiers anciens de Valleyfield, les actions envisagées et la participation attendue auprès d'eux. Cela aura aussi permis au PRAQ d'être mieux connu par les citoyens et d'accroître sa visibilité dans la communauté.

La SCHL, la SHQ, la ville, le GRTSO, l'OMH et le PRAQ constitueront un comité de travail qui verra à l'élaboration d'une politique municipale en matière de logement de qualité et abordable. Malgré les efforts consentis par la municipalité, il y a beaucoup de défis à relever qui nécessitent une vision d'ensemble facilitant la réalisation d'une variété d'interventions sur une période assez longue (on envisage une proposition d'une dizaine d'années). Ce comité préciserait des mesures permettant de corriger les situations problématiques associées aux trois quartiers anciens de Salaberry-de-Valleyfield (décrites dans différents documents disponibles). Ultimement, cette politique permettrait d'exercer une vigilance permanente sur les conditions d'habitation dans les quartiers ciblés (et la communauté tout entière). C'est une occasion de définir en partenariat une approche différenciée en matière d'habitation qui tient compte des caractéristiques d'une ville centre de la taille de Salaberry-de-Valleyfield (où vivent 40 000 personnes). Le comité devait se mettre en branle en mai 2005.

PRAQ a suscité une prise en charge de la communauté dans la recherche d'effets permanents et structurants tant au niveau économique que social. Au plan collectif, les organismes du milieu se sont impliqués, selon leur mission, dans une démarche d'action concertée.

Dans l'ensemble, les résidants du Quartier Nord ont répondu aux attentes du PRAQ. La constitution d'un groupe de propriétaires plus actifs est à remarquée. Cela a contribué au renforcement des activités de mobilisation et à une plus grande prise en charge du projet dans son ensemble par les citoyens eux-mêmes.

En ce qui a trait aux partenaires réunis au sein du comité « caves en terre battue », ils perçoivent positivement les pratiques de concertation intersectorielle qui se sont développées au sein de ce groupe de travail. Cette appréciation positive est liée à la qualité des relations entre les membres au niveau de leurs rapports fonctionnels. Ceci se traduit notamment par un partage d'une vision commune, une liberté de s'exprimer et de prendre des initiatives, une bonne circulation de l'information et un consensus sur les actions à réaliser. Les membres du comité ont partagé une vision commune. Ainsi, le mandat et les objectifs du comité étaient partagés par les membres. Les partenaires soutenaient le fonctionnement du comité. La légitimité du comité est reconnue par les différents organismes membres. Les besoins des propriétaires et des ménages occupants de HVS occupaient la première place dans les décisions du comité. Les thèmes de discussion abordés dans le comité et la façon de les traiter sont stimulants. Le fonctionnement du comité permettait d'actualiser les actions prévues. Bref, il y avait un bon esprit d'équipe au sein du comité. Les membres étaient à l'aise de s'exprimer librement. Les membres respectaient le droit à la différence des modes d'intervention et de culture des organismes. La grande majorité des membres participaient régulièrement aux rencontres du comité et s'impliquaient dans les travaux du comité.

La reconnaissance du PRAQ comme mandataire de la Ville (chargé de la mise en œuvre des programmes municipaux dans les quartiers ciblés) procure à l'organisme la légitimité et la crédibilité pour obtenir le soutien d'autres acteurs. Le soutien municipal apporté en 2004 a permis la survie de l'organisme et lui permet également de raffiner son approche et de planifier les interventions de 2005, lesquelles seront axées sur la rénovation proprement dite des immeubles.

Pour assurer que les interventions de rénovation débouchent sur des réalisations durables, l'organisme souhaite compléter les interventions des propriétaires privés des quartiers par une action communautaire plus directe et structurante. Un projet de société acheteuse a vu le jour. Un groupe de travail initié par le PRAQ a été formé pour explorer différentes possibilités pour acquérir et rénover des propriétés via une coopérative d'habitation ou un organisme à but non lucratif. La création de petites entreprises d'économie sociale pourrait également assurer la consolidation des progrès accomplis et jeter les bases d'une intervention dans les autres quartiers anciens. Une subvention de la SCHL nous permettra d'évaluer la faisabilité. La création d'un organisme dont la gouvernance sera communautaire, sous forme d'organisme à but non lucratif ou de coopérative de solidarité, est donc envisagée. Le PRAQ a obtenu une subvention de 10 000\$ et un prêt sans intérêt de 10 000\$ également pour l'étude de marché d'un organisme en logement social. Le travail pourrait débuter dans les prochaines semaines. Pour la demande à la SHQ, il s'agit du même projet et la réponse devrait arriver d'ici la fin avril. Il orientera ses actions vers les clientèles défavorisées des quartiers ciblés en mettant l'accent sur les formes d'habitation susceptibles de développer l'autonomie et la responsabilité des personnes et des ménages. Par effet d'entraînement, il contribuera à créer un milieu de vie plus agréable, plus sécuritaire et plus dynamique pour l'ensemble de la population. On prévoit assurer la constitution de l'organisme en 2005, si l'étude est concluante.

Le travail du PRAQ a permis d'établir les fondements des activités qui seront rendues possibles dans le cadre de programmes d'aide financés par le gouvernement du Québec et la municipalité. L'absence de fonds municipaux a compromis les objectifs de rénovation fixés pour 2003 et 2004. Suite aux délais de financement, les activités du PRAQ ont été réorientées et centrées sur la mise en place des conditions gagnantes pour la réalisation des projets de rénovation en 2004 et 2005:

- réaménagement de la planification stratégique;
- représentations relatives au financement de l'organisme et aux rénovations;
- reconnaissance municipale comme mandataire;
- création d'un nouvel acteur communautaire au plan de la revitalisation des logements.

Dans ce contexte, PRAQ a démontré une grande capacité d'adaptation à une situation financière précaire et à des perspectives inquiétantes quant à sa mission et quant à son existence. Les 6 propriétaires rencontrés lors d'un *focus group* tenu en mars 2005 afin d'évaluer le travail de PRAQ considèrent que les interventions ont finalement «porté fruit. On a réussi à sensibiliser la ville». PRAQ a permis une visibilité des enjeux dans les journaux et de créer un débat sur la place publique qui n'existait pas auparavant. Les actions communautaires et la persévérance de PRAQ «ont fait bouger les choses». En fait, «le PRAQ les poussait dans le derrière, les achalait un peu avec ça» dira un propriétaire à propos de la ville. PRAQ a ainsi mis à jour une problématique locale importante. L'information de la ville était «absente, inexistante».

PRAQ a contribué à faire en sorte que les l'inspection de PRAQ, les intervenants ont ciblé des choses, illustrer par des cas précis la gravité de la situation. Pour les propriétaires, la ville a été obligée d'agir en quelque sorte.

« Il y a des personnes qui prennent les choses en main, qui ont dit qu'il y a un problème et on va faire des demandes. Les autorités ont répondu. Si pendant trois, quatre, cinq ou dix ans, personne ne s'occupe de ces problèmes là, ils vont mettre l'argent ailleurs. Ce n'est pas les places qui manquent ».

Notre degré d'expertise est reconnu par la Ville. Lorsque la Ville parle de logement et d'habitation, elle tient compte de nos avis et fait appel à notre implication lorsque nécessaire.

10- Leçons du projet

Il importe que le protocole d'inspection des bâtiments au regard des moisissures doive être établi et appliqué de façon rigoureuse. Les correctifs doivent aussi porter sur la formation des inspecteurs, la démarche de consentement des propriétaires et le suivi avec les résidents

La volonté réelle des citoyens de passer à l'action est limitée aux faits que la population du quartier vieillit, présente des problèmes de santé et est peu fortunée. Aussi, pour solliciter la participation des citoyens, il est préférable de se rendre à leur domicile plutôt

que de les rejoindre par téléphone. Les messages livrés à la population et les attentes auprès d'elle, doivent tenir compte de son faible niveau de scolarité. Les messages clairs, simples, colorés et imagés sont privilégiés. La production de dépliants et leur distribution aux résidents ne peuvent pas constituer des stratégies suffisantes pour changer leurs comportements de santé. La production de vidéos pourrait être plus adéquate pour imager ou supporter les propos de santé publique.

Il nous paraît important de s'assurer de l'engagement formel (par voix de résolution) des autorités municipales avant de promettre des rénovations. Sans engagement formel des organismes publics dans le financement des travaux de rénovation, il paraît difficile de structurer un réseau d'entraide et de conclure des ententes avec le secteur économique.

Plusieurs aspects limitent la mise en place de d'autres solutions. Ainsi, les lois et les règlements en matière de construction d'habitations ne permettent pas au Québec de faire appel à des bénévoles sur les chantiers de construction.

La pose d'un polythène dans les caves en terre battue, représente une solution, de moindre coût, à la portée des propriétaires pour réduire l'humidité dans les résidences. Toutefois, pour enrayer le problème d'humidité, il faudrait dans bien des cas, réaliser des travaux plus importants tels qu'installer un drain autour des bâtiments, niveler les pentes dans les caves, etc. L'élaboration des plans d'action personnalisés auprès de chacun des propriétaires a permis de documenter avec précision les problèmes environnementaux et comportementaux contribuant à la détérioration de la qualité de l'air intérieur des 50 HVS sélectionnés.

La mise sur pied d'une clinique d'asthme sur le territoire ne paraît pas être la seule responsabilité de la DSP. D'autres instances régionales ou provinciales doivent s'en préoccuper, notamment l'agence de développement régionale ou encore l'association pulmonaire du Québec.

11- Suites du projet

Une entente contractuelle engage plus à fond la Ville et le PRAQ dans la démarche de revitalisation. Le PRAQ agira comme mandataire de la ville. Cette entente s'appuie sur les succès obtenus jusqu'ici et sur la qualité du travail accompli. C'est une belle occasion d'assumer la maîtrise d'oeuvre des travaux de rénovations dans une perspective de développement durable. Cet aspect doit passer de la théorie à la pratique.

Au delà du financement amélioré des rénovations, PRAQ profitera de l'occasion pour amener la ville à adopter un plan d'action qui favoriserait la planification complète et la synergie des interventions stratégiques d'amélioration de l'habitat sur du court, moyen et long termes. Il incitera au regroupement dans un cadre intégré de plusieurs mesures visant une variété de besoins (qualité de logement non menaçante pour la santé, droit au logement qui respecte la capacité de payer des ménages, l'accession à la propriété, etc.).

L'absence de soutien financier de la municipalité et par le fait même le report indéterminé de la mise en place d'un programme de subvention conjoint (municipalité, SHQ, propriétaires) a fait en sorte que les devis techniques devront être refaits lors du déploiement de ce programme. Par contre, le budget alloué aux inspections de 50 HVS sélectionnés aura permis de documenter les problèmes et de sensibiliser la municipalité aux caractéristiques particulières des bâtiments et aux capacités financières des propriétaires du Quartier Nord.

Le CLSC et la DSP continueront dans les prochains mois de travailler ensemble pour remettre sur pied la clinique d'asthme et former les infirmières de la région. Ce projet de réouverture de la clinique semble très difficile dans un contexte de fusion des CLSC ainsi que de réorientation de la DSP ce dossier est mis sur la tablette pour l'instant. Le CLSC a amorcé à la fin mars un perfectionnement de son personnel infirmier.

La création d'un organisme à but non lucratif ou de coopérative de solidarité serait dédiée à la détention et à la gestion de logements. Il aurait comme objectifs:

- de favoriser l'accession à la propriété collective et individuelle des logements dans les quartiers ciblés;
- d'offrir des services complets de soutien et de gestion immobilière;
- de devenir une ressource de référence en formation à la gestion immobilière pour l'ensemble des organismes communautaires d'habitations et pour les petits

PRAQ est un organisme peut faciliter l'élaboration d'un Plan particulier d'urbanisme (PPU) qui peut comprendre : les règles de zonage, de lotissement et de construction ; une aide aux propriétaires ; un programme d'acquisition d'immeubles (Ministère des affaires municipales, sport et loisir, 2004). D'ailleurs, les administrations occidentales s'efforcent de plus en plus d'intégrer les principes de développement durable aux enjeux d'aménagement urbain. Il intègre ainsi l'approche situationnelle axée sur la solution de problèmes concrets (la rénovation proprement dite) avec l'approche de développement social qui agit sur les causes et responsabilise. Cela se traduit au niveau des programmes par la valorisation de l'action locale et la participation des usagers (des destinataires des programmes) de façon à ce que personne ne soit « laissé pour compte ». Bref, pour remplir leur mandat, les villes auront donc de plus en plus besoin de l'engagement des forces du milieu. La prochaine étape pour les municipalités québécoises concernées consistera à faire le lien entre les orientations de l'état central et celles de la communauté au plan local, dans les quartiers. Selon plusieurs observateurs, cet arrimage passe nécessairement par la conclusion de contrats communauté ville. Aussi, dans le cadre des orientations québécoises de décentralisation et plus précisément de la signature de contrats de ville, on tend à intégrer les principes de développement durable comme axes transversaux ou priorités communes. Dans cette perspective, le PRAQ est un exemple avant la lettre d'un organisme du milieu qui s'associe aux autorités locales pour assurer le succès d'une opération de renouveau urbain. Par contre, une véritable reconnaissance du PRAQ passe nécessairement par l'engagement à financer des instances gouvernementales et un partenariat avec celles-ci.

Par ailleurs, les efforts consentis à l'amélioration de l'habitat peuvent concourir, de façon simultanée, à la poursuite de nombreux objectifs aussi divers que la création d'emplois, la production et le maintien de logements à coût abordable, l'adaptation des logements à de nouveaux besoins, la valorisation du patrimoine bâti, la revitalisation du centre-ville, la promotion de l'efficacité énergétique, l'amélioration des milieux de vie et l'élimination de risques potentiels pour la santé et la sécurité.

- Profiter de l'opportunité par des moyens permettant le développement d'activités commerciales, la création d'emploi et l'insertion socioprofessionnelle. PRAQ doit faire en sorte que les gens aient le goût de rester dans les quartiers anciens. Les activités de revitalisation doivent aussi viser à augmenter l'optimisme des résidents, la cohésion sociale et faire en sorte que les infrastructures soient plus adéquates.
- lier apprentissage et qualité du milieu de vie se traduit par un programme d'employabilité directement lié à la résolution des problèmes de bâtiment : former des jeunes et les impliquer dans les travaux. Comme cette approche requiert un partenariat avec l'entreprise privée, notamment avec des entreprises de rénovation résidentielle susceptibles d'accueillir la jeune main-d'œuvre, on se trouve à impliquer un nouveau réseau, ce qui renforce l'influence du PRAQ dans la communauté.

Aperçu du mandat de PRAQ 2005-2009

<p>Coordination de la mise en application des mesures favorisant une meilleure qualité de l'air intérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite du plan de travail du comité ▪ Moyens de marketing social (affiche, guides, vidéo, etc.) adaptés à la population à faible revenu ▪ Programmation de formations auprès des acteurs locaux et suivis ▪ Distribution d'hygromètres gratuits ▪ Spécialité en élimination de la moisissure et interventions (appareil de chauffage, etc.)
<p>Détention et gestion communautaire de logements communautaires facilitant l'accès au logement de qualité aux ménages à faible revenu, dans une perspective de développement durable et de revitalisation des quartiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réaliser une étude de faisabilité (une étude du marché des ventes de logements dans les quartiers ciblés qui permet de mieux déterminer les objectifs d'acquisition et les paramètres de viabilité des projets acquis ; une étude du profil socioéconomique des quartiers visés à partir du recensement de 2001 ; une étude de diverses formes de gestion et de gouvernance pour déterminer laquelle est la plus appropriée dans le contexte régional ; un recensement de diverses expériences d'acquisition, de rénovation et de transfert de propriété par des organismes communautaires pour en tirer les leçons et formuler des recommandations aux promoteurs) ▪ Compléter les démarches de constitution de l'organisme. Cette étape se poursuit jusqu'à l'obtention des lettres patentes de l'organisme. ▪ Activités de financement ▪ Acquisitions
<p>Contractuel de la Ville en matière de rénovation des habitations</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aide à la définition de projets de rénovation, analyse de la viabilité financière du projet, support pour le montage

	<p>financier et recherche de financement, encadrement lors de la demande de subvention du propriétaire, références de professionnels dans le domaine de l'habitation, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Inspection préventive des logements ▪ interventions spécifiques aux vides sanitaires ▪ Services d'entretien mineur ▪ Consolidation de la concertation permettant une précision du rôle et des services de chaque acteur en matière de salubrité des bâtiments et de la qualité de l'air intérieur et une meilleure intégration des actions pour en accroître l'efficacité ▪ Support aux locataires et propriétaires: prêt d'équipement; conseils et services (guides, accompagnement personnalisé, réseau d'entraide, groupe d'achats, etc.) ▪ Animation, promotion et sensibilisation sur services de rénovation, les programmes ▪ Recherche et développement
Élaborer des propositions facilitant l'application des programmes gouvernementaux actuels <i>Accès Logis, Logements abordables</i> et la création de nouveaux programmes pour les besoins non couverts (programme d'économie d'énergie, réparations mineures, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création et soutien d'un comité de travail chargé d'élaborer une proposition globale sur 10 ans ▪ Recherche de financement soutenant des investissements majeurs dans la modernisation du stock de logement ▪ Faciliter l'adoption d'une politique municipale en habitation et de résolutions nécessaires à sa mise en oeuvre
Mobiliser d'autres partenaires et les arrimer la présente démarche	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Institutions financières. quincailleries, contacteurs, architectes, etc.
Combiner les efforts de modernisation du stock de logement avec des activités d'insertion (permettant d'augmenter la capacité financière des ménages ; meilleures connaissances)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Profiter de l'aménagement du vieux canal ▪ Stratégie de développement de compétences de base associée aux activités précédentes

On constate que l'implantation de l'initiative se poursuit et que tout n'est pas encore ficelé.

Aussi, pour mesurer avec précisions le processus de pérennité du projet de PRAQ, nous vous invitons fortement à prendre connaissance du rapport d'évaluation sur la pérennité de l'initiative de PRAQ. Les auteurs y formulent des recommandations qui sauront vous intéresser.